



Commission
européenne

[HIVER 2012 ▶ N° 44]

panorama

inforegio

▶ Spécialisation intelligente

Le moteur de la croissance
économique future dans
les régions d'Europe

- ▶ Développement de la Pologne:
histoire d'un succès européen
qui perdure
- ▶ Évaluation: mise en valeur des
réalisations du Fonds de cohésion
- ▶ Politique régionale: une source
d'inspiration pour le reste du monde

Politique
régionale
et urbaine



▶ **ÉDITORIAL** 3

Commissaire Johannes Hahn

▶ **INTERVIEW DÉVELOPPEMENT DE LA POLOGNE** 4-7

Ministre polonaise du développement régional

▶ **DOSSIER SPÉCIAL** 8-13

SPÉCIALISATION INTELLIGENTE – LE MOTEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE FUTURE EN EUROPE

▶ **ENQUÊTE EUROBAROMÈTRE – UNE QUALITÉ DE VIE ÉLEVÉE DANS LES REGIONS MALGRÉ LE MARASME ÉCONOMIQUE** 14-17

▶ **L'INNOVATION DANS LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET URBAIN: ÉDITION 2014 DES PRIX REGIOSTARS** 18

▶ **L'EUROPE DANS MA RÉGION CONCOURS PHOTO** 19-21

▶ **LA PAROLE EST À VOUS** 22-29
Perspectives nationales et régionales sur la politique de cohésion

▶ **POLITIQUE RÉGIONALE EUROPÉENNE: UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR LES PAYS TIERS** 30-31

▶ **PROJETS** 32-35

Exemples de projets: Italie et Royaume-Uni, projets de coopération territoriale européenne dans le cadre du Programme Europe centrale et du programme de coopération transnationale Europe du Sud-Est

▶ **ÉVALUATION DU FONDS DE COHÉSION** 36-37

▶ **LES PIONNIERS DE LA COOPÉRATION: PLUS DE 280 ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS POUR CÉLÉBRER LA JOURNÉE DE LA COOPÉRATION EUROPÉENNE** 38-39

▶ **AGENDA** 40



Photos (pages):
 Couverture: © Shutterstock
 Pages 3, 9, 10, 11, 12, 15, 17, 19, 20, 21, 31, 38, 39:
 © Commission européenne
 Pages 5-7: © Ministère du développement régional, Pologne
 Page 6: © GAZ-SYSTEM S.A.
 Pages 10, 13, 14, 16, 35: © Shutterstock
 Page 11: © Gouvernement de Castille-et-León
 Page 19: © Boyan Ivanov, Marek Babula, Simeon Mitkov, Cristina Dumitru Tabacaru
 Page 23: © Ministère de l'économie et de l'emploi, Portugal
 Pages 24, 34: © Ministère du développement régional et du tourisme, Roumanie
 Page 26: © Fraunhofer ISIT, Itzehoe
 Page 27: © Ministère des affaires rurales et de la protection des consommateurs, Bade-Wurtemberg
 Page 29: © Ministère régional de l'économie, de l'innovation, des sciences et de l'emploi, gouvernement d'Andalousie
 Page 32: © Projet européen Trolley
 Page 33: © Simone Cugi, région autonome de Sardaigne
 Page 36: © Ministère de l'économie et de l'emploi, Portugal

Ce magazine est imprimé en français, en anglais et en allemand sur papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 21 langues à l'adresse http://ec.europa.eu/regional_policy/information/panorama/index_fr.cfm

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission européenne.



▶ ÉDITORIAL

Johannes Hahn

*Membre de la Commission européenne
en charge de la politique régionale*

Nous avons parcouru un long chemin depuis les jours où nous devons convaincre les sceptiques de l'importance de la politique de cohésion pour la croissance économique. La politique de cohésion est désormais au cœur de l'agenda européen et des négociations budgétaires en cours. Elle est considérée comme une politique d'investissement stratégique, un mécanisme capable de protéger l'Europe contre la crise économique et un moyen de préparer la croissance de demain.

Pour cela, notre politique d'investissement dans les régions se fait plus sélective et plus stratégique. Comme vous allez le découvrir dans notre article sur la **spécialisation intelligente**, nous sommes en train de réunir des outils, des organismes et des experts pour aider les régions à trouver leur propre niche industrielle et technologique sur le marché mondial. Cette approche doit permettre aux régions de déterminer la nature réelle de leur potentiel d'innovation et de réorienter leur structure industrielle vers les industries émergentes et les marchés internationaux.

La spécialisation intelligente est une approche innovante visant à rendre possible la transformation économique régionale; c'est aujourd'hui un élément clé des efforts de l'Europe pour aider les régions à sortir de la récession. La spécialisation intelligente implique que les régions choisissent un nombre limité de priorités en fonction de leurs propres forces et de la spécialisation internationale. Dans le cadre de cette stratégie, les actions de soutien et les investissements ne peuvent pas être fragmentés et les financements des fonds structurels sont concentrés sur un nombre limité de priorités, celles qui présentent le plus fort potentiel de développement. L'élaboration de stratégies de recherche et d'innovation fondées sur le concept de la spécialisation intelligente sera l'une des conditions préalables pour pouvoir prétendre aux subsides des fonds structurels de l'UE à partir de 2014.

Rééquilibrer le dosage des investissements

L'approche classique de l'investissement n'est plus adaptée à la situation actuelle. Désormais, nous privilégions l'investissement thématique, la détermination de zones stratégiques prioritaires et l'adéquation du dosage d'investissements aux besoins de chaque région. Certains pays ont trop investi dans les infrastructures aux dépens des PME ou de l'emploi. Les efforts de reprogrammation en cours visent à changer l'équilibre actuel, puisque pour avoir un impact réel et faire la différence, il est nécessaire de s'appuyer sur une masse critique d'investissements. Quelque 20 milliards d'euros ont été réalloués entre secteurs d'investissement au cours des trois dernières années. Environ 14,5 milliards d'euros supplémentaires ont été libérés grâce à la réduction des exigences de cofinancement national et à l'augmentation du taux maximum de cofinancement des fonds européens dans les «pays du programme», qui est passé à 95%.

Priorité aux résultats

Nous mettons davantage l'accent sur les résultats, les performances et l'optimisation des ressources vis-à-vis des contribuables. Une **évaluation** des investissements régionaux réalisés dans la période 2000-2006 (voir page 36) met en évidence l'importance d'une définition claire des objectifs et des stratégies et la nécessité de réaliser une analyse coûts/bénéfices sérieuse si l'on veut que de bons investissements soient effectués et pour de bonnes raisons. Nous avons manifestement besoin d'intégrer plus d'objectifs intermédiaires et d'objectifs quantifiables dans nos programmes pour pouvoir évaluer les progrès réalisés.

Enfin et surtout, la dernière enquête **Eurobaromètre** aboutit à un résultat intéressant. Elle révèle que malgré la morosité ambiante et le marasme économique, les Européens se montrent globalement positifs vis-à-vis de la qualité de vie dans leur région!

▶ DÉVELOPPEMENT DE LA POLOGNE

LES FONDS RÉGIONAUX SOUTIENNENT LA CROISSANCE ET LA MODERNISATION DU PAYS

Panorama rencontre la ministre du développement régional polonaise, Madame Elżbieta Bieńkowska, qui pendant les cinq ans de son mandat, a supervisé d'importants investissements et accompagné la croissance économique des régions. La Pologne est en effet le premier bénéficiaire des fonds structurels de l'UE dans la période en cours.

▶ Depuis son adhésion à l'Union européenne en 2004, la Pologne a réalisé d'énormes progrès, en particulier dans le développement de ses infrastructures. Son PIB a augmenté très sensiblement. Quel regard portez-vous sur l'évolution de la Pologne pendant cette période? Qu'est-ce qui vous rend particulièrement fière?

La Pologne est encore en train de se construire. La plupart de nos dépenses sont en effet consacrées aux infrastructures, telles que la construction de routes, d'aéroports et de gares. Sans ce travail, la modernisation du pays ne serait pas envisageable. Aucune entreprise ne s'installe dans des régions difficiles d'accès. Nous avons également rattrapé le retard dans d'autres travaux d'infrastructure, un effort auquel nous nous étions engagés dans le traité d'adhésion à l'UE. Nous avons installé des réseaux d'égouts dans les zones rurales et amélioré les réseaux d'approvisionnement en eau. Nous avons construit des stations de traitement des eaux usées et continuons de le faire. Concernant la protection de l'environnement, la Pologne n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il y a 10 ans. Nous avons également fait des progrès considérables dans le domaine de l'innovation. La recherche et le développement disposent d'importantes subventions. Les institutions d'enseignement supérieur sont devenues le troisième bénéficiaire des fonds de l'UE et elles disposent désormais d'ateliers et de laboratoires de calibre international. Les fonds de l'Union ont contribué à stimuler la croissance économique et à créer des emplois.

▶ Quelles sont les forces spécifiques des régions polonaises et comment peuvent-elles contribuer à la croissance économique du pays?

Cela dépend de la région. Au sein du ministère du développement régional, nous proposons d'utiliser les ressources de l'UE pour soutenir un certain nombre de domaines ciblés

qui font la spécificité d'une région. Jusqu'à présent, les régions polonaises ont fait un excellent usage des fonds européens. 82 % des quelque 17 milliards d'euros libérés dans le cadre des programmes opérationnels régionaux ont déjà été employés. Personne ne remet en cause que le succès économique du pays dépend du succès de ses régions.

▶ De quelle manière les investissements réalisés au titre de la politique de cohésion ont-ils amélioré le potentiel de développement des régions polonaises? Quels sont les résultats concrets pour les citoyens?

Le principal impact de ces investissements est la création de 250 000 emplois, dont 140 000 dans des entreprises créées par des chômeurs. Les Fonds européens ont également permis à plus de 23 000 entreprises et près de 2 000 laboratoires et centres de recherche de se moderniser. L'accès à l'Internet à haut débit s'est généralisé. Nous avons apporté notre soutien à 3 500 garderies accueillant 110 000 enfants, principalement dans les zones rurales. Les personnes utilisant les transports en commun urbains n'auront pas manqué de remarquer des améliorations. Les fonds de l'UE ont permis à de nombreuses villes d'acheter de nouveaux tramways et bus. De plus en plus de citoyens prennent conscience des nombreux changements positifs intervenus dans notre pays grâce aux fonds de l'UE et de la manière dont cet argent facilite leur vie quotidienne car ils peuvent voir les effets des projets de l'UE tout autour d'eux.

▶ Le PIB par habitant de la région de Mazowieckie (Varsovie) est aujourd'hui proche de celui de la moyenne de l'UE. La région ne sera donc plus éligible aux programmes destinés aux régions les moins développées. Comment un tel résultat a-t-il été obtenu? L'emploi des fonds sera-t-il modifié pour la prochaine période de programmation?

Il ne faut pas oublier que la région, dans son ensemble, doit ses bons résultats pour une large part à sa capitale, Varsovie. La région de Mazowieckie est la première des régions polonaises à voir son PIB par habitant dépasser le seuil de 75 % de la moyenne des régions de l'UE. La Pologne va donc, pour la première fois, faire appel à une aide dans deux catégories de régions différentes. Dans la prochaine



Elżbieta Bieńkowska
Ministre polonaise du développement régional

« Personne ne remet en cause que le succès économique du pays dépend du succès de ses régions. »

période de programmation, nous prévoyons de financer une plus grande partie du programme régional de la région de Mazowieckie (60 % environ) grâce aux ressources du Fonds européen de développement régional. La part du Fonds social européen gérée à l'échelon régional restera la même que dans les autres régions. Les ressources restantes issues du FEDER (40 % environ) et du FSE (25 % environ) seront allouées à des projets ou des mesures spécifiques dans le cadre des programmes nationaux.

► **Le programme opérationnel «Infrastructure et environnement», dont le budget avoisine les 30 milliards d'euros, est le programme le plus ambitieux de l'histoire des Fonds structurels. Quels sont les avantages et les inconvénients d'un tel programme? Prévoyez-vous un plus grand nombre de programmes nationaux autonomes pour la prochaine période de programmation?**

La majorité de l'aide de l'UE destinée à la Pologne relèvera en effet du programme «Infrastructure et environnement». Plus de 1 800 projets cofinancés au titre de ce programme sont actuellement en cours d'exécution dans l'ensemble du pays. Assainissement de l'eau, nouveaux centres culturels, modernisation des institutions d'enseignement supérieur, équipement des hôpitaux, renforcement de la sécurité routière: ce ne sont là que quelques exemples du travail réalisé dans le cadre du programme «Infrastructure et environnement». La multiplication et la diversification des investissements est une réponse aux besoins spécifiques et aux

problèmes particuliers rencontrés dans l'ensemble du pays. Le programme devrait être reconduit sur la prochaine période de programmation. Il sera principalement axé sur les questions de protection de l'environnement, sur la lutte contre le changement climatique et les mesures d'adaptation, ainsi que sur le transport et la sécurité énergétique.

► **Le programme «Développement de la Pologne orientale» couvre cinq régions. Avez-vous une opinion positive des programmes couvrant plusieurs régions?**

Le programme «Développement de la Pologne orientale» soutient les investissements les plus importants de cette zone en faveur du développement. Nous avons alloué environ 11 milliards de zlotys (PLN) à ce programme. Les fonds européens sont employés pour créer des parcs technologiques, des incubateurs d'entreprises ou des centres de services pour investisseurs, autant d'initiatives destinées à assister les entrepreneurs dans leur activité. Le trafic est dévié des centres villes grâce à la construction de nouveaux contournements routiers. En tout, une vingtaine de contournements et des centaines de kilomètres de route vont être financés en Pologne orientale. Les institutions d'enseignement supérieur de Pologne orientale ont également largement bénéficié des fonds de l'UE. Environ 100 000 étudiants utilisent actuellement les nouvelles infrastructures d'enseignement supérieur. Je pense que les régions de l'est de la Pologne ont encore besoin de l'aide de l'UE. Le ministère est en train de préparer un nouveau projet



Construction d'un nouveau segment de l'autoroute A1



Gazoduc Włocławek-Gdynia

« De plus en plus de citoyens prennent conscience des nombreux changements positifs intervenus dans notre pays grâce aux fonds de l'UE et de la manière dont cet argent facilite leur vie quotidienne car ils peuvent voir les effets des projets de l'UE tout autour d'eux. »

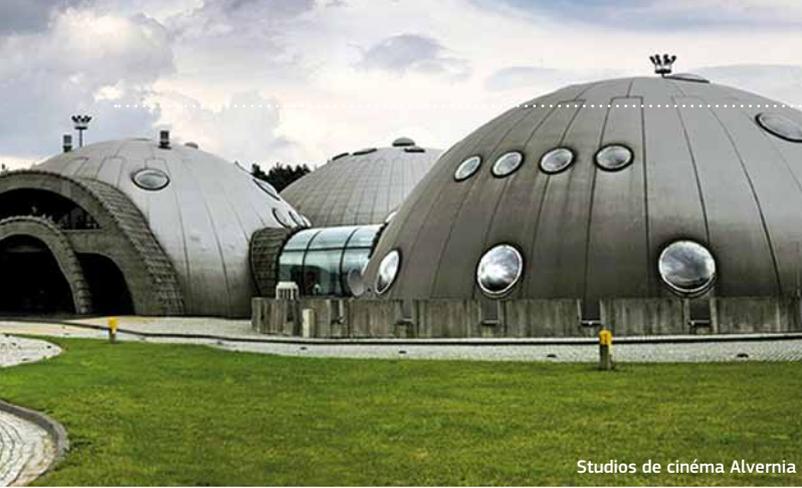
de programme pour la Pologne orientale pour 2014-2020. Ces régions bénéficieront aussi de l'aide des programmes nationaux et gèreront également leurs propres programmes opérationnels.

▶ Le rôle des régions va-t-il gagner en importance pendant la prochaine période de programmation?

Le rôle des régions sera effectivement plus important dans la prochaine période de programmation. Elles auront certainement plus d'argent à disposition. Ce sont les autorités locales qui, pour une large part, décideront précisément de l'allocation des fonds de l'UE. Pour la prochaine période de programmation, le rôle du ministère du développement régional se limitera à préparer des directives générales.

▶ Quelles sont vos priorités pour la période de programmation 2014-2020?

Sur la période 2014-2020, la politique de cohésion va changer d'orientation. Elle soutiendra les investissements susceptibles d'avoir l'effet de levier le plus important sur l'économie. En ligne avec les objectifs de la stratégie Europe 2020, nous prévoyons une augmentation considérable des dépenses dans les domaines de la recherche scientifique, du développement technologique, de l'innovation et de



Studios de cinéma Alvernia



Centre de R&D de la clinique American Heart of Poland



Nouveaux bus à Białystok

l'entrepreneuriat. Le concept d'économie sobre en carbone devrait également prendre une importance considérable. Les gouvernements régionaux disposeront de plus de fonds qu'aujourd'hui. Les créateurs d'entreprise et les initiatives destinées à améliorer la conciliation entre le travail et la vie privée, comme les garderies sur le lieu de travail ou le télétravail, bénéficieront d'une aide plus importante. La majeure partie de l'aide continuera d'être octroyée au développement des modes de transport durables. Des fonds seront libérés pour le développement d'infrastructures et de liaisons routières et ferroviaires, ainsi que pour les investissements dans la protection de l'environnement et l'énergie, en particulier l'«énergie verte».

► **La Pologne préside le groupe de Visegrad jusqu'au mois de juin 2013. Qu'est-ce que cela implique? Quel en sera l'impact sur l'avenir de la politique de cohésion?**

Nous avons pris la présidence du groupe de Visegrad le 1^{er} juillet 2012 et ce pour un an. Notre présidence arrive à un moment clé: la finalisation des négociations pour le futur budget de l'UE. En accord avec la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie ainsi que la Slovénie, nous avons élaboré une position commune vis-à-vis de la politique de cohésion 2014-2020. Le 12 octobre dernier dans la ville de Katowice, les ministres de ces pays ont adopté une déclaration commune sur les principales questions en lien avec

le processus de négociation de la future politique de cohésion. Nous souhaitons que la politique de cohésion demeure une politique de développement profitant à tous les États membres et régions de l'UE et qu'elle ait un impact positif sur le marché du travail, la croissance, la capacité d'innovation et la compétitivité de l'économie européenne. Cette déclaration commune est une contribution importante au débat de l'UE. Elle présente la position commune des pays de cette partie de l'Europe concernant la forme et les principes de fonctionnement futurs de la politique de cohésion pendant la prochaine période de programmation.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**

http://www.mrr.gov.pl/ENGLISH/Strony/main_mrr_eng.aspx

► CROISSANCE INTELLIGENTE

▷ LE MOTEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE FUTURE EN EUROPE

Un élément essentiel des efforts de l'Europe pour aider les États membres et les régions à sortir de la récession est la «spécialisation intelligente», une stratégie innovante de transformation économique ancrée dans la réalité locale.

La crise économique actuelle a mis en lumière un besoin évident de rééquilibrer les finances publiques tant à l'échelon national que régional et local. L'exigence de prudence en matière de dépenses ne doit toutefois pas entraîner une réduction des investissements dans le capital humain, l'innovation et la recherche car ces éléments sont essentiels pour stimuler un retour à la croissance.

L'innovation est l'une des grandes priorités de la proposition de réforme de la politique régionale pour la période 2014-2020. Elle est en effet indispensable pour fournir l'élan tant attendu qui relancera l'économie avec, à la clé, des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

Cependant, pour sortir de la récession et surmonter la crise économique, force est de constater que les investissements dans la recherche et l'innovation n'ont pas tous le même impact sur la croissance. Si les États membres et les régions ne peuvent pas tous prétendre exceller dans tous les champs scientifiques et de l'innovation, chacun d'entre eux a le potentiel d'exceller dans un domaine. Les pays et régions ne disposent pas tous de la masse critique d'entreprises et de centres d'expertise requise ou d'un capital social suffisant pour pouvoir coopérer efficacement aux côtés des acteurs de l'innovation et s'imposer dans le jeu de la concurrence mondiale en accumulant des parts de marché ou en créant de nouveaux débouchés. Par ailleurs, à l'heure où les ressources publiques se font rares, les projets de recherche et d'innovation prometteurs ne trouvent pas toujours un financement.

La voie de l'avenir, c'est la spécialisation intelligente. Il s'agit d'associer la croissance économique à une politique de dépenses publiques prudente, ce que d'aucuns appellent la «growthsterity» ou «croissance austère». La spécialisation intelligente est dès lors un dispositif clé de «l'Union pour l'innovation», l'initiative phare de l'agenda Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

Dans le cadre de la spécialisation intelligente, un État membre ou une région détermine un nombre limité de priorités en fonction de ses propres forces et avantages comparatifs et de

l'impact prévu, qui doit être aussi durable que possible. Cette approche doit permettre aux régions de réaliser leur potentiel d'innovation et de réorienter leur structure industrielle et leurs centres d'expertise vers les industries et services émergents et les marchés internationaux. La spécialisation intelligente vise à transformer les économies grâce à des activités plus compétitives et à plus forte valeur ajoutée.

«**La recherche transforme des ressources financières en connaissances. L'innovation permet de transformer des connaissances en ressources financières.**»

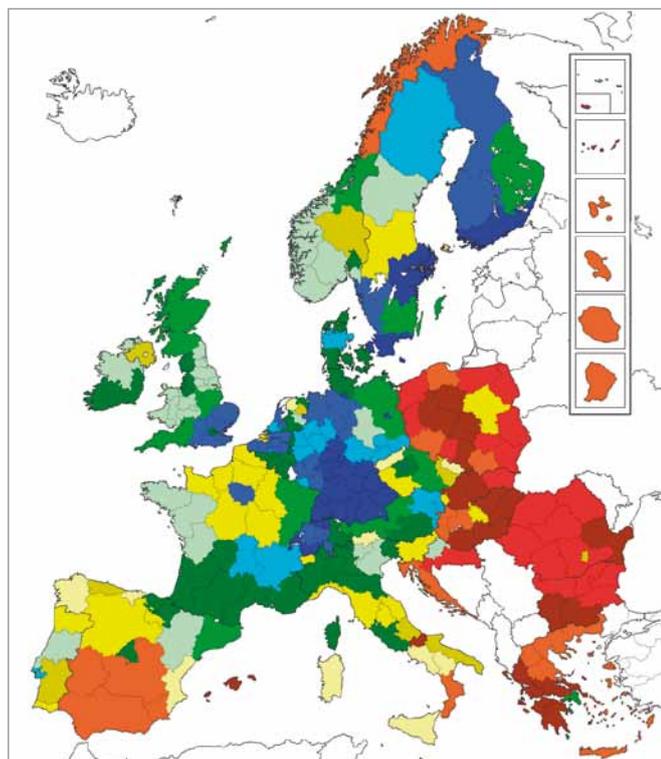
Geoffrey Nicholson – 3M (3M se classe à la 3^e place de l'enquête 2012 «Global innovation 1000» du cabinet Booz & Company alors qu'elle n'arrive qu'en 86^e position selon le critère des dépenses de recherche et de développement)

La Commission s'efforce actuellement d'intégrer cette nouvelle approche dans les programmes relevant de la politique de cohésion. À compter de 2014, l'élaboration de stratégies de recherche et d'innovation fondées sur le concept de la spécialisation intelligente sera l'une des conditions préalables pour pouvoir prétendre aux subsides des fonds structurels de l'UE.

Qu'est-ce que la spécialisation intelligente?

Pour simplifier, la spécialisation intelligente correspond à une nouvelle génération de politiques de recherche et d'innovation qui vont au-delà des investissements classiques dans la recherche et les technologies, et suppose un renforcement général de la capacité à innover. Qu'est-ce qui différencie une stratégie de spécialisation intelligente de la stratégie d'innovation lambda?

- La spécialisation intelligente est fondée sur les faits. Son champ d'action ne se limite aux seules questions de la recherche et des compétences, elle tient également compte de tous les atouts disponibles (situation géographique, structure de la population, climat, ressources



► Tableau de bord de l'innovation régionale 2012

■ LEADER – ÉLEVÉ	■ SUIVEUR – MOYEN	■ MODÉRÉ – FAIBLE
■ LEADER – MOYEN	■ SUIVEUR – FAIBLE	■ MODÈSTE – ÉLEVÉ
■ LEADER – FAIBLE	■ MODÉRÉ – ÉLEVÉ	■ MODÈSTE – MOYEN
■ SUIVEUR – ÉLEVÉ	■ MODÉRÉ – MOYEN	■ MODÈSTE – FAIBLE

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/enterprise/policies/innovation/index_fr.htm

naturelles, par exemple) ainsi que de la demande (besoins sociétaux, clients potentiels, innovation dans le secteur public, etc.). Ce type d'approche vise à encourager un pays ou une région à conjuguer son savoir-faire local et unique et sa capacité de production pour créer de nouvelles combinaisons et innovations.

- La spécialisation intelligente n'est pas un processus décisionnel descendant. Elle est élaborée et mise en œuvre dans le cadre d'un processus de découverte entrepreneuriale dynamique impliquant les parties prenantes clés sur le mode de la collaboration.
- Elle entretient une vision globale des avantages concurrentiels possibles, des marchés et du potentiel de coopération avec des acteurs de l'innovation au-delà des frontières géographiques.
- La spécialisation intelligente ne vise pas à produire des connaissances dans tous les domaines. Au contraire, elle privilégie l'exploitation des connaissances et technologies existantes pour favoriser l'innovation sous toutes ses formes, notamment l'innovation dans le domaine de l'organisation et du marketing, l'innovation axée sur l'utilisateur et l'innovation sociale.
- La spécialisation intelligente vise à fixer des priorités en une période où les ressources se font rares. Elle concentre les investissements sur les avantages concurrentiels en

vue de créer une masse critique qui permettra aux pays ou aux régions d'exceller en se différenciant des autres.

- Il ne s'agit pas d'élire des gagnants dans un secteur ou une technologie, mais de permettre aux secteurs et aux technologies de se fertiliser mutuellement. Pour certaines régions, le travail en cluster peut fournir un point de départ pour la mise en place de liens intersectoriels et la diffusion des connaissances, tant au sein de la région qu'avec d'autres régions.

Comment développer les stratégies de spécialisation intelligente?

Le pays ou la région qui fait le choix de la spécialisation intelligente doit avoir une idée claire de ses forces et de ses faiblesses. Il doit pouvoir également compter sur un leadership fort et les parties prenantes doivent partager une vision commune.

Pour déterminer les secteurs dans lesquels un pays ou une région est susceptible de se différencier et d'être plus compétitif, un «processus de découverte entrepreneuriale» s'impose. Ce processus vise à trouver des solutions créatives aux problèmes. Il s'agit d'associer atouts et nouveaux partenaires, de prendre des risques, d'expérimenter et de chercher de nouvelles idées tout au long de la chaîne de valeurs ou d'intégrer de nouvelles chaînes de valeurs, sans jamais perdre de vue le but ultime de tout processus d'innovation: proposer sur le marché des solutions innovantes et générer ainsi de la croissance et de l'emploi.

Les entreprises sont manifestement les mieux placées pour détecter ces nouvelles opportunités qui doivent permettre de déterminer dans quel secteur de production un pays excelle et d'identifier les domaines porteurs de la R&D et de l'innovation. Le problème est de savoir comment impliquer les entreprises dans ce processus d'élaboration stratégique.

« Les stratégies de spécialisation intelligente visent à encourager l'expérimentation dans des secteurs existants ou nouveaux et à ajuster les politiques en fonction des leçons tirées de ces expériences. La spécialisation intelligente requiert une coordination efficace et active des interventions politiques (par exemple, le dosage des politiques et l'harmonisation des instruments politiques tels que les clusters) pour rendre possible une coordination stratégique. Elle implique également une vision à plus long terme de la part des décideurs et des diverses parties prenantes, y compris les entreprises. Parallèlement, les stratégies de spécialisation intelligentes témoignent de la nécessité urgente de faire des choix ardues en une période de transition difficile soumise à de sévères restrictions budgétaires. »

OECD – rapport de synthèse sur la croissance innovante dans les régions: le rôle de la spécialisation intelligente, 2012

« La cocréation en tant qu'approche implique bien plus directement les citoyens, les entreprises et autres destinataires clés des services publics dans le processus d'innovation. Elle permet non seulement de comprendre les défis actuels, mais aussi de créer avec la population et pas uniquement pour elle, un nouvel avenir. »

Christian Bason – directeur du laboratoire d'innovation danois MindLab

Un autre risque est la tendance à n'écouter que les grands acteurs déjà établis et les clients habituels et à négliger les jeunes entrepreneurs, les PME, les nouvelles entreprises ou même les organisations sans but lucratif qui pourraient bien détenir la clé du succès de la spécialisation intelligente. L'alliance des secteurs manufacturiers et des services pourrait déboucher sur des modèles d'entreprise totalement nouveaux et insuffler un nouvel élan économique dans un pays ou une région.

Les centres de recherche, les universités, les acteurs du secteur créatif, les institutions publiques et la société civile ont tous un rôle à jouer dans ce processus. C'est ensemble qu'ils sont les plus aptes à découvrir les secteurs dans lesquels une région est susceptible d'exceller au regard de ses capacités actuelles et de ses atouts productifs. Les enquêtes de

satisfaction quantitatives peuvent se révéler insuffisantes car elles n'offrent qu'une rétrospective, contrairement aux processus cocreatifs qui permettent de déboucher sur des idées créatives porteuses d'avenir.

État des lieux dans les régions

Un état des lieux de la situation des régions dressé par l'IPTS a révélé que ces dernières ont généralement des difficultés à développer une vision globale et tournée vers l'extérieur.

À l'avenir, les régions devront se concentrer davantage sur leurs forces potentielles, dans une optique pas seulement nationale ou régionale, mais aussi internationale.

Les régions devront également faire des choix bien réfléchis et fondés sur les faits et ne pas éparpiller leurs ressources sans impact réel. Actuellement, les priorités des régions sont souvent trop larges ce qui en réduit l'impact. Par ailleurs, le secteur manufacturier est trop souvent privilégié aux dépens des secteurs émergents et des services.

On constate que les mesures destinées à stimuler la demande ou à favoriser l'accès au marché sont encore trop peu utilisées par rapport à celles qui visent à renforcer les capacités de la recherche et de l'innovation. Un déficit de coordination entre les autorités nationales et régionales persiste.



LE SOUTIEN DE LA PLATEFORME S3

L'élaboration de stratégies de recherche et d'innovation pour une spécialisation intelligente est une tâche exigeante, en particulier pour les pays qui n'ont guère d'expérience en matière d'élaboration de politiques d'innovation en collaboration avec des parties prenantes ou en ce qui concerne leur mise en œuvre ou leur évaluation. Même les pays disposant d'écosystèmes d'innovation fonctionnant de manière satisfaisante peuvent rencontrer des difficultés à ce niveau du fait de la nécessité de fixer des priorités et de faire des choix difficiles. C'est pourquoi la Commission a créé des outils destinés à aider les États membres et les régions à élaborer leurs stratégies de spécialisation intelligente. La plateforme de la spécialisation intelligente (plateforme S3), hébergée par l'Institut de prospective technologique (IPTS), un des sept instituts constituant le Centre commun de recherche de l'UE, a participé étroitement au développement du concept de spécialisation intelligente et de ses implications politiques. Elle offre des conseils, l'accès à des données, des notes d'orientation et une assistance méthodologique, ainsi que des exemples de bonnes pratiques et des outils d'apprentissage mutuels destinés aux pairs et aux experts. Aujourd'hui, plus de 100 régions et deux États membres (la Slovaquie et la Lituanie) ont rejoint la plateforme S3. Elle organise, entre autres, des ateliers, des formations ainsi que des évaluations par des pairs auprès des décideurs politiques chargés de développer des stratégies de recherche et d'innovation pour la spécialisation intelligente (RIS3).

► POUR EN SAVOIR PLUS

<http://s3platform.jrc.ec.europa.eu/home>



▷ L'ITALIE À LA CROISÉE DES CHEMINS

En septembre 2012, la Commission européenne a organisé un atelier dans la ville de Bari, dont le thème principal était la spécialisation intelligente dans les régions italiennes. Cet atelier avait pour objectif d'assurer une large diffusion du concept de spécialisation intelligente auprès des décideurs nationaux et régionaux, des personnes en charge de l'élaboration des stratégies et des autorités responsables de la gestion des fonds de l'UE, en vue de la période de programmation 2014-2020.

Cet atelier s'inscrit dans une série de séminaires de lancement organisés dans l'ensemble de l'UE pour encourager la transition vers la spécialisation intelligente.

À de nombreux égards, l'atelier de Bari a eu une incidence importante sur la position adoptée par l'Italie en réponse aux objectifs de la stratégie Europe 2020. Tous s'accordent à dire que l'amélioration de la compétitivité de l'Italie passe par l'unification des parties prenantes.

L'Italie, comme d'autres pays, se trouve aujourd'hui à un carrefour. Le retour à la viabilité financière, à la croissance et à la prospérité des citoyens italiens dépend de décisions vitales qui sont prises aujourd'hui.

Concernant le pourcentage de PIB alloué aux dépenses de recherche et d'innovation, les 27 régions italiennes se situent en-deçà de la moyenne de l'UE.

Au cours des dix à quinze années précédentes, le pays a connu une croissance inférieure à la moyenne et a vu sa compétitivité reculer. L'Italie mène actuellement des réformes structurelles destinées à en finir avec le marasme économique.

La spécialisation intelligente pourrait catalyser ces efforts.



« La spécialisation intelligente est d'autant plus nécessaire en ces temps de crise où le budget public a été réduit drastiquement. C'est le meilleur moyen (si ce n'est le seul) d'optimiser les gains de l'investissement public dans la recherche et l'innovation. En termes d'impact, cette approche doit déboucher sur la croissance et favoriser la réussite dans les secteurs économiques régionaux susceptibles d'être compétitifs sur les marchés mondiaux, voire peut-être changer (ou moderniser) le modèle productif régional. Le principal obstacle proviendra sans doute de la nécessité de faire des choix. En effet, les gestionnaires publics ont du mal à choisir de concentrer les ressources sur un nombre réduit de priorités, ce qui suppose en quelque sorte de laisser le reste du tissu économique "à l'abandon". Il faudra sans doute également compter avec des pressions importantes en provenance de nombreux secteurs. Le véritable défi, bien plus qu'un obstacle, consistera à impliquer l'ensemble de la société civile dans le processus par le biais d'un système de gouvernance très ouvert garantissant la participation de toutes les parties prenantes. La spécialisation intelligente n'entend pas trouver une solution uniforme pour tous. Au contraire, elle doit être adaptée à chaque territoire, pays ou région, qui doit savoir tirer parti de ses propres forces et atouts. L'objectif est de se spécialiser dans ce que l'on fait de mieux pour se différencier des autres, trouver les niches de marché où l'on peut devenir un acteur de stature internationale. »

M. Gregorio Muñoz Abad – Commissaire adjoint pour les Sciences & la Technologie, Gouvernement régional de Castille-et-León



« La spécialisation intelligente doit permettre aux organismes publics/privés de déterminer quels sont leur domaines d'expertise, des domaines qui seront d'autant plus prometteurs qu'ils auront établi une masse critique de liens entre la recherche et l'industrie et qu'ils seront capable de créer des synergies et de mettre en place des actions complémentaires avec d'autres domaines à l'échelon national et local. L'élément essentiel dont il faut tenir compte est la dynamique de la stratégie. Un système de suivi et d'évaluation clairement défini *ex ante*, une structure de gouvernance adaptée et la capacité à dialoguer avec les partenaires institutionnels et socioéconomiques peuvent agir comme un levier efficace pour résoudre ces problèmes. Si la forme prise par la spécialisation intelligente peut différer d'une région à l'autre ou d'un domaine de spécialisation à un autre, la méthode d'élaboration et de suivi de cette stratégie est elle universelle et applicable dans l'ensemble de l'Europe. »

Adriana Agrimi – Région des Pouilles

Investir dans l'innovation

En Europe, des régions dynamiques côtoient des régions et pays confrontés à de sérieux problèmes de compétitivité et de productivité.

C'est le cas également en Italie. De fait, la crise économique a révélé l'érosion structurelle de la compétitivité et le déficit d'innovation de nombreuses régions italiennes, tant les régions les moins développées du sud du pays que les régions les plus développées du centre-nord, ce qui est plus inquiétant.

Le montant devant être alloué à l'innovation en Italie est de 20 milliards d'euros environ, dont 15 milliards destinés aux quatre régions relevant de l'objectif de Convergence (Campanie, Calabre, Sicile et Pouilles).

Face à ce doublement des dépenses par rapport à leur niveau actuel, on est en droit de se demander si les territoires concernés seront capables d'absorber ces ressources. En effet, si certaines régions italiennes sont relativement avancées, nombre de programmes dans les régions de convergence (les futures régions dites « moins développées ») rencontrent déjà des difficultés pour absorber les fonds mis à disposition.

C'est notamment le cas des ressources allouées en matière de recherche et d'innovation. Dans la mesure où les montants disponibles seront vraisemblablement plus importants dans les programmes à venir, le principal défi sera de développer une capacité suffisante pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des programmes efficaces.

Dans ce contexte, la plateforme S3 de l'IPTS peut faire le lien et promouvoir le changement nécessaire. Les régions italiennes ont d'ailleurs été fortement encouragées à rejoindre la plateforme et à profiter de l'aide qu'elle propose.

Promouvoir la convergence

Les autorités italiennes ont prévu de créer un comité national pilote chargé d'élaborer des stratégies de spécialisation intelligente pour chaque région et de participer à la promotion de la convergence et de la compétitivité.

Pour élaborer ces stratégies, les régions devront formuler de manière créative la nature de leurs priorités. Elles devront également définir leur position par rapport à d'autres régions et identifier leur avantage concurrentiel.

La participation du capital privé est un facteur important et sera l'indicateur visible du succès de la politique. Il conviendra d'élaborer des mécanismes pour récompenser les projets cofinancés et favoriser l'implication des acteurs financiers privés.

Les politiques de marché public devront être recentrées sur l'innovation, ce qui implique un poids plus important des critères d'innovation dans les procédures de sélection.

Les indicateurs créés devront être pertinents, fiables et faciles à contrôler.

Les stratégies régionales devront en particulier utiliser des instruments analytiques adaptés pour faire des choix entièrement fondés sur les faits.

Il faudra également créer un système de gestion des connaissances capable de recueillir le savoir émanant des projets et d'alimenter le processus d'apprentissage.

► POUR EN SAVOIR PLUS

Conclusions du séminaire de Bari:

<http://s3platform.jrc.ec.europa.eu/past-events>

▷ ALLER DE L'AVANT

Le séminaire de Bari fait partie de la dizaine de manifestations nationales et de conférences transnationales qui ont réuni les acteurs nationaux et régionaux de l'innovation en l'honneur du lancement de la spécialisation intelligente. Ces événements ont été l'occasion de découvrir et de discuter de la spécialisation intelligente et de son incidence sur l'élaboration des politiques d'innovation.

Actuellement, les deux tiers des régions et des États membres susceptibles de proposer une stratégie de spécialisation intelligente travaillent à l'élaboration de leur stratégie. Outre la plateforme S3, la Commission leur apporte son soutien en mettant à leur disposition des analyses d'experts sur la situation actuelle d'un pays ou d'une région. Ces analyses offrent aux décideurs politiques des indications sur les actions requises pour satisfaire aux conditions prévues dans les règlements sur les Fonds structurels.

Les régions et les États membres peuvent également engager les membres de l'équipe d'experts sur laquelle la Commission s'appuie pour obtenir des analyses, des directives et des conseils sur le processus de spécialisation intelligente, par le biais de leur budget d'assistance technique par exemple. Au bout du compte, bien sûr, les principales décisions en matière de choix et de priorités seront prises par les régions et les pays et non par les experts.

L'objectif de l'initiative RIS3 est de permettre aux représentants des pays et des régions de tirer des leçons des stratégies d'innovation antérieures et de les aider à identifier ce qui rend leur pays ou région unique et différent sur le plan de l'innovation et du développement économique.



Ce qui fait la spécificité de la spécialisation intelligente en tant que processus politique est le fait qu'elle implique des «choix verticaux», autrement dit le choix en priorité d'un certain nombre de technologies et d'activités fondées sur la connaissance de façon à concentrer les ressources dans quelques domaines particuliers. Toutefois, un choix vertical fait courir le risque que les décideurs politiques interfèrent avec les processus du marché (en désignant les gagnants). C'est la raison pour laquelle la spécialisation intelligente fait une large place au processus et aux instruments qui permettent de réconcilier la logique des choix verticaux et des priorités avec le puissant moteur des expériences et des explorations axées sur le marché (découverte entrepreneuriale).»

Le Professeur Dominique Foray a été le premier à utiliser l'expression de «spécialisation intelligente». Il est titulaire de la chaire en économie et gestion de l'innovation de l'École polytechnique fédérale de Lausanne du Collège du Management de la Technologie.



► POUR EN SAVOIR PLUS

► Fiche technique sur la spécialisation intelligente:
http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/informat/2014/smart_specialisation_fr.pdf
 Disponible dans toutes les langues sur cette page:
http://ec.europa.eu/regional_policy/what/future/proposals_2014_2020_fr.cfm

► Un guide des stratégies de recherche et d'innovation pour une spécialisation intelligente, publié en anglais sous le titre «Guide to Research and Innovation Strategies for Smart Specialisations (RIS 3)», offre aux décideurs politiques et organes chargés de la mise en œuvre des politiques un soutien méthodologique pour la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la spécialisation intelligente (RIS3) à l'échelon national ou régional.
http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/presenta/smart_specialisation/smart_ris3_2012.pdf

► Un autre guide en anglais intitulé «Connecting Smart and Sustainable Growth through Smart Specialisation» (associer croissance intelligente et croissance durable grâce à la spécialisation intelligente) donne des conseils pratiques sur l'intégration dans RIS3 des objectifs de croissance durable, d'éco-innovation et d'écosystèmes.
http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/presenta/green_growth/greengrowth.pdf

Faire participer les parties prenantes

L'implication des parties prenantes dans le processus est de toute évidence un facteur vital pour parvenir à identifier les niches clés et les facteurs de différenciation d'une région et définir les priorités, un choix parfois difficile mais essentiel.

L'implication des parties prenantes est déterminante pour parvenir à une coopération concrète et un leadership commun qui rendront possible la coopération.

L'initiative RIS3 peut devenir la plateforme qui fournira le soutien analytique, les conseils, la formation, l'évaluation par des pairs, les actions nationales et transnationales capables de déclencher les «processus de découverte entrepreneuriale» qui sont au cœur de la spécialisation intelligente.

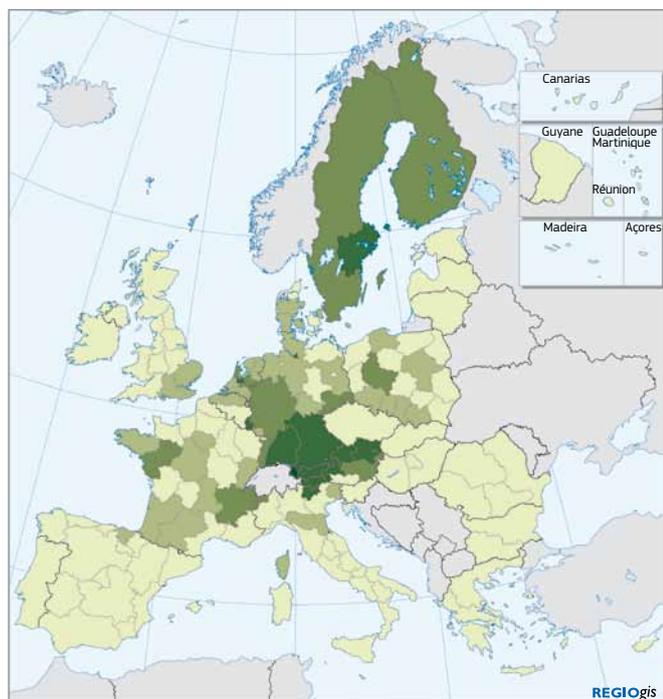


▶ UNE QUALITÉ DE VIE ÉLEVÉE DANS LES RÉGIONS MALGRÉ LE MARASME ÉCONOMIQUE

La dernière enquête Eurobaromètre, «L'opinion publique dans les régions de l'UE», réalisée pour le compte de la Commission européenne, laisse émerger une image globale prévisible de morosité. Néanmoins, l'enquête a également livré des résultats surprenants et encourageants.

Si en pleine crise économique, il n'est guère surprenant que les trois quarts des personnes interrogées dans les régions de l'UE où l'enquête a été menée se déclarent pessimistes quant à l'avenir, on relève toutefois des différences saisissantes entre les régions et un nombre important d'îlots d'optimisme.

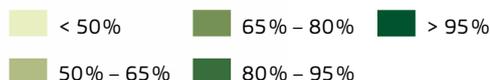
Aux fins de cette enquête, plus de 50 000 personnes ont été interrogées par téléphone entre le 20 août et le 15 septembre 2012, soit 300 dans chaque région concernée. Les numéros de téléphone (fixe et mobile) des personnes interrogées ont été sélectionnés de manière aléatoire. L'enquête a été réalisée dans 170 régions couvrant l'ensemble du territoire de l'UE. Le choix des régions devant participer à l'enquête repose sur un modèle hybride NUTS1/NUTS2.



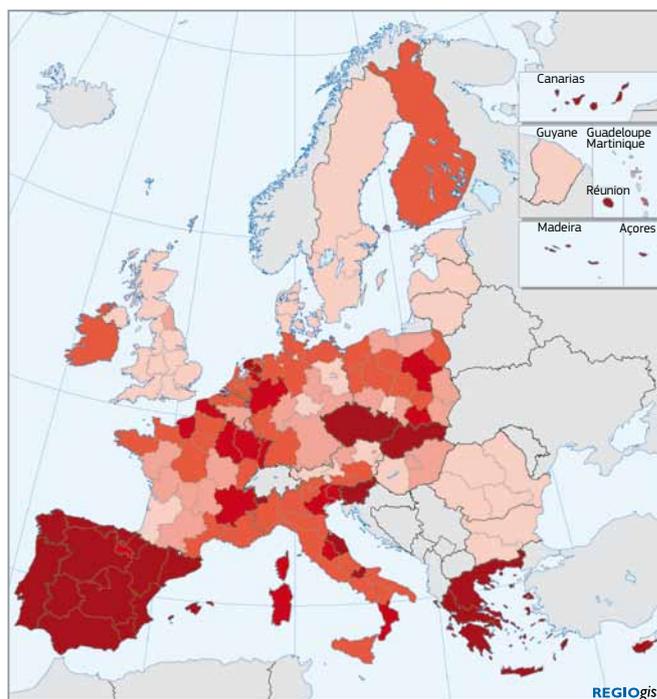
© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

► Situation économique de la région

% DE RÉPONSES «BONNE»



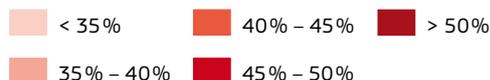
Source: Enquête Eurobaromètre Flash 356



© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

► Vos attentes par rapport à la situation économique de la région

% DE RÉPONSES «PIRE»



Source: Enquête Eurobaromètre Flash 356

Situation actuelle

Concernant leur situation économique actuelle dans leur région, les personnes interrogées sont plus de 50% à estimer qu'elle est mauvaise dans 110 des 170 régions concernées par l'enquête. Cependant, les résultats sont très contrastés. Ainsi, 96% des Autrichiens du Vorarlberg estiment que leur économie se porte bien tandis que les répondants du Continent au Portugal ne sont que 4% à partager cette opinion.

Les perspectives d'avenir

Interrogés sur l'évolution de la situation économique au cours des 12 prochains mois, les répondants de 125 régions sur 170 se sont déclarés très pessimistes.

Globalement, 45% pensent que la situation ne va pas évoluer et 42% estiment qu'elle va empirer. Ils ne sont que 10% à envisager une amélioration.

Les personnes interrogées se sont avérées particulièrement optimistes en Suède, au Danemark, en Lettonie, en Estonie et en Bulgarie. En revanche, les niveaux de pessimisme en Grèce, à Chypre, en République tchèque, en Slovaquie, en Slovaquie, en Espagne et au Portugal sont particulièrement élevés.

Ces résultats sont susceptibles d'avoir une incidence stratégique sur l'emploi des fonds structurels de l'UE et leur destination devra tenir compte de ces variations.



Les questions prioritaires

Interrogés sur les deux principaux problèmes auxquels leur région est confrontée, 55 % des répondants citent massivement l'emploi, alors que 31 % nomment la situation économique.

Les questions environnementales, si elles restent une priorité, sont éclipsées par les inquiétudes liées au chômage et au ralentissement économique, et la «fuite des cerveaux» est davantage citée (15 %) que l'immigration (12 %). L'environnement obtient un score de 8 % seulement et la criminalité, de 17 %.

Dans 113 des 170 régions interrogées, le chômage est cité comme le problème numéro un par plus de la moitié des répondants et par 70 % d'entre eux dans 46 régions: 15 régions en Espagne, 12 en France, 7 en Italie, 7 en Pologne, 2 au Portugal, 1 au Royaume-Uni et l'ensemble de la Slovaquie et de la Hongrie.

Là encore, des variations importantes ont été relevées. Ainsi, dans la région de Warminsko-Pomorskie (PL), 91 % citent le chômage comme l'un des deux problèmes majeurs contre 11 % seulement dans le Yorkshire et le Humber (UK).

La qualité de vie

Malgré la morosité ambiante, les Européens se déclarent globalement très satisfaits de la qualité de vie dans leur région. En moyenne, 70 % estiment qu'elle est «bonne» tandis que 28 % seulement estiment qu'elle est «mauvaise».

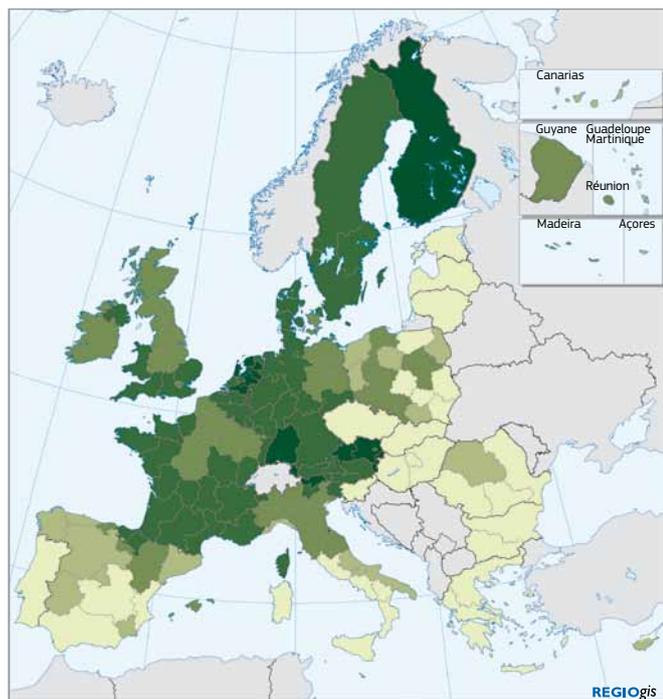
Dans 137 des 170 régions concernées par l'enquête, plus de la moitié des personnes interrogées jugent que leur région offre une «bonne» qualité de vie.

Les citoyens les plus satisfaits sont ceux d'Autriche, de Finlande, du Luxembourg, des Pays-Bas et de Suède. Dans toutes les régions de ces pays, plus de 90 % des personnes

► Selon vous, quels sont les deux principaux défis du moment (pour votre région)? (2 réponses max.)

	ÉLEVÉ/BAS	MOYEN
1. Le chômage	91 % / 16 %	61 %
2. La situation économique	67 % / 13 %	32 %
3. Le système de santé	59 % / 4 %	20 %
4. La fuite des travailleurs et/ou des entreprises	48 % / 1 %	14 %
5. Le système éducatif	59 % / 1 %	14 %
6. La criminalité	58 % / 2 %	13 %
7. L'immigration	53 % / 0 %	11 %
8. L'environnement	22 % / 0 %	6 %

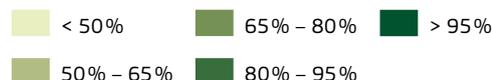
Source: «L'opinion publique dans les régions de l'UE», Eurobaromètre Flash 356



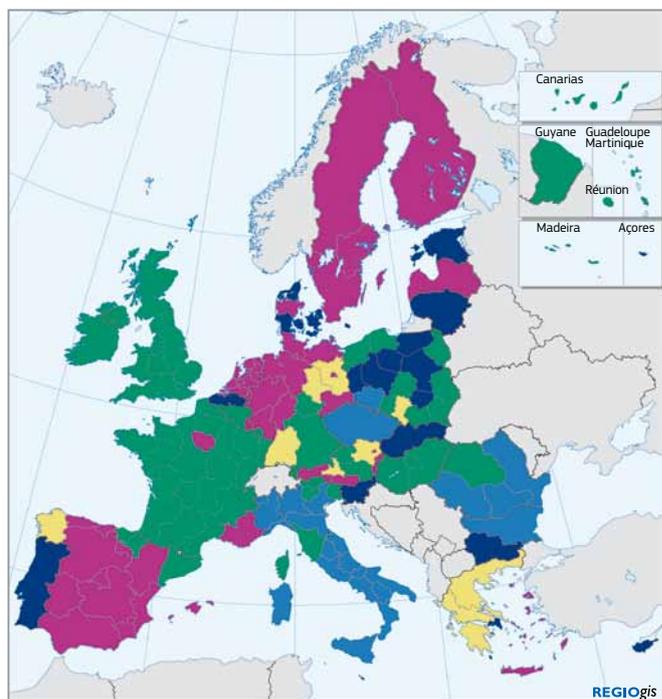
© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

▶ Qualité de vie dans la région

% DE RÉPONSES «BONNE»

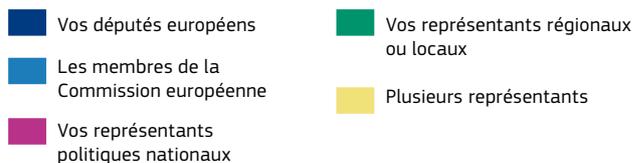


Source: Enquête Eurobaromètre Flash 356



© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

▶ Qui sont les représentants les mieux placés pour expliquer l'impact des politiques de l'UE sur la vie des citoyens?



Source: Enquête Eurobaromètre Flash 356

interrogées se déclarent satisfaites («bonne» qualité de vie). Cela est particulièrement vrai dans les régions de Drenthe (NL) et du Vorarlberg (AT), où 99% des personnes interrogées s'estiment satisfaites de la qualité de vie.

En revanche, dans la région de Közép-Magyarországi en Hongrie, 81% des répondants jugent leur qualité de vie «mauvaise», tout comme 70% des personnes interrogées des régions de Campania (IT), de Continente (PT) et de la Slovénie dans son ensemble.

Concernant les perspectives d'évolution de la qualité de vie sur les 12 prochains mois, les répondants se montrent moins pessimistes que pour la situation économique. Les réponses négatives sont concentrées dans les régions de 8 États membres, et ne sont particulièrement défaitistes que dans 5 d'entre eux, à savoir: Chypre, la Grèce, l'Espagne, la Slovénie et la Slovaquie.

Expliquer l'UE

Qui sont les représentants les mieux indiqués pour expliquer l'impact des politiques de l'UE sur la vie des citoyens?

La plupart des personnes estiment que les élus nationaux (20%) ou locaux (21%) sont les mieux indiqués pour expliquer l'impact des politiques de l'UE. Globalement, 16% citent de préférence leurs représentants au Parlement européen.

Aux Pays-Bas toutefois, plus de 50% des personnes interrogées citent de préférence leurs représentants nationaux alors qu'en France et au Royaume-Uni, 30% environ préfèrent leurs représentants régionaux ou locaux. Enfin, les eurodéputés sont les médiateurs préférés (plus de 30%) au Danemark et à Malte.

Sur ce sujet, la conclusion principale de l'enquête est probablement que tous ont un rôle de communicateur à jouer pour faire connaître l'UE.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
http://ec.europa.eu/health/eurobarometers/index_en.htm

▶ L'INNOVATION DANS LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET URBAIN

ÉDITION 2014 DES PRIX REGIOSTARS



La remise des prix RegioStars est organisée par la Commission européenne chaque année pour identifier les bonnes pratiques dans le domaine du développement urbain et régional. Cet événement vise à mettre en valeur des projets originaux et novateurs susceptibles d'inspirer d'autres régions.

Pour l'édition 2014, les prix RegioStars seront décernés dans les catégories suivantes:

1 ▶ CROISSANCE INTELLIGENTE

L'INNOVATION AU SEIN DES PME

Les projets soumis dans cette catégorie devront, dans l'idéal, proposer des programmes ou des mesures susceptibles d'encourager d'autres autorités publiques à élaborer une politique de promotion de l'innovation au sein des PME. Il peut s'agir, par exemple, de projets qui participent à la création de liens facilitant l'émergence de nouveaux secteurs et une transformation économique ancrée dans la réalité locale, qui encouragent de nouvelles formes d'innovation, qui proposent aux PME des services de soutien financier innovants et qui les aident à accéder au marché et à tirer parti des innovations.

2 ▶ CROISSANCE DURABLE

CROISSANCE VERTE ET CRÉATION D'EMPLOIS GRÂCE À LA BIOÉCONOMIE

La politique de cohésion fournit déjà aux autorités locales et nationales, ainsi qu'aux communautés et aux parties prenantes, maintes possibilités de mettre en œuvre des projets dans le domaine de la bioéconomie. Peuvent concourir dans cette catégorie les projets encourageant la réduction des déchets, le développement des technologies à faible teneur en carbone ou encore les actions en lien avec l'utilisation des bioénergies.

3 ▶ CROISSANCE INCLUSIVE

CRÉER DES EMPLOIS POUR LES JEUNES GÉNÉRATIONS

Cette catégorie englobe les projets soutenus par les fonds de la politique de cohésion qui luttent contre le chômage des jeunes. Il peut s'agir, par exemple, de projets offrant des services aux PME pour favoriser l'emploi des jeunes ou un soutien aux jeunes créateurs d'entreprise.

4 ▶ CITYSTAR

INVESTIR DANS DES TRANSPORTS PUBLICS URBAINS DURABLES

Cette catégorie englobe le développement de projets de grande envergure dans le domaine du transport urbain durable et l'élaboration de stratégies intégrées visant à résoudre les nombreux problèmes associés. Il peut s'agir, par exemple, de projets d'investissement importants dans des systèmes de tramway ou de métro, ou encore d'investissements dans des plateformes intermodales.

5 ▶ GRANDS PROJETS D'INVESTISSEMENT

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET ÉCONOMIE SOBRE EN CARBONE

Les bâtiments sont à l'origine d'environ 40% des émissions de CO₂ dans l'UE. Il est dès lors essentiel d'améliorer l'efficacité énergétique de ce secteur. Cette catégorie vise les programmes régionaux, interrégionaux ou nationaux de grande envergure qui visent à sensibiliser l'opinion aux avantages de l'investissement dans l'efficacité énergétique et stimulent l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les projets de logements sociaux ou destinés aux groupes défavorisés. Les projets soumis seront évalués en fonction du rapport entre l'effet de levier obtenu et les fonds de cohésion engagés, du nombre de bâtiments améliorés au mètre carré et d'autres facteurs pertinents.

Poursuivons sur notre lancée!

L'édition 2014 des prix RegioStars vise à dépasser le record de l'édition précédente qui a enregistré 149 candidatures émanant de promoteurs de projets et de régions de toute l'UE. La date limite de dépôt des candidatures pour les prix RegioStars 2014 est le 19 avril 2013.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

Pour plus d'informations sur les catégories et les modalités de candidature:
http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperate/regions_for_economic_change/regiostars_fr.cfm

▶ L'EUROPE DANS MA RÉGION CONCOURS PHOTO

Mise en lumière des plus belles réalisations des projets cofinancés par l'UE dans toute l'Europe et découverte de ce que ces projets signifient pour les communautés locales: tels étaient les objectifs du concours de photographies «L'Europe dans ma région», organisé l'été dernier par la direction générale de la politique régionale et urbaine.



Simeon Mitkov, Cristina Dumitru Tabacaru, Marek Babula et Boyan Ivanov ont reçu leur prix des mains du Commissaire Johannes Hahn

Le défi à relever consistait à photographier un projet de l'UE comprenant un signe du financement régional de l'UE sur un panneau d'affichage ou une plaque, par exemple. Les participants pouvaient présenter leurs photos dans deux catégories: «Mon projet», pour les organisations ayant bénéficié du financement du Fonds européen de développement régional ou du Fonds de cohésion, et «Témoignage», pour toute personne qui aurait repéré un beau cliché dans sa propre région ou à l'occasion de ses déplacements en Europe. La promotion du concours et son déroulement ont été assurés par le biais des médias sociaux, en particulier via Facebook. Les photographies ont d'abord été téléchargées sur une plateforme en ligne avant d'être soumises à un vote qui a permis de dégager une liste de finalistes. Un jury d'experts a ensuite sélectionné deux gagnants dans chaque catégorie.

Les quatre vainqueurs se sont rendus à Bruxelles pendant les Journées portes ouvertes d'octobre dernier pour recevoir leur prix, soit l'équivalent de 1 000 euros en matériel photographique, des mains de M. Johannes Hahn, Commissaire en charge de la politique régionale. Après le succès du concours de cette année, il est prévu de renouveler l'expérience en 2013 et d'offrir ainsi aux photographes amateurs une nouvelle occasion de partager ce que «L'Europe dans ma région» signifie pour eux.

▶ **1 083**
participations émanant de 27 pays ▶ **27**
pays

▶ **7 354** votes ▶ **1 088 985** visites de l'application de médias sociaux

La page Facebook de la Commission européenne a connu une augmentation de ▶ **1 075 %**

du nombre de visites pendant le concours et enregistré ▶ **18 785** mentions «j'aime» supplémentaires

▶ L'image des pages 20-21 est disponible au format A1 sur demande adressée à: regio-panorama@ec.europa.eu



1. Gagnant dans la catégorie «Témoignage»: Cristina Dumitru Tabacaru – Projet: modernisation de la rue Nicolae Balcescu – Mioveni, Roumanie
2. Gagnant dans la catégorie «Témoignage»: Simeon Mitkov – Projet: complexe de communication SERDICA – Sophia, Bulgarie
3. Gagnant dans la catégorie «Mon projet»: Marek Babula – Projet: modernisation des équipements sportifs «Sporcik» – Siemianowice Śląskie, Pologne
4. Gagnant dans la catégorie «Mon projet»: Boyan Ivanov – Projet: reconstruction du complexe scolaire «N. Y. Vapcarov» – Drenovec, Bulgarie



EUROPE IN MY REGION PHOTO COMPETITION 2012



Regional Policy: www.ec.europa.eu/info/regio



▶ LA PAROLE EST À VOUS

PERSPECTIVES NATIONALES ET RÉGIONALES SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION

Panorama
vous invite à
envoyer vos
commentaires!

Panorama invite une nouvelle fois les principaux «consommateurs» de la politique de cohésion à l'échelon national ou régional à faire entendre leurs voix et dire ce qu'ils pensent de l'action politique de l'UE, qu'il s'agisse de réalisations et succès en cours ou des préparatifs pour la prochaine période de programmation.

Dans une Union comptant 27 États membres et plus de 270 régions qui présentent chacune leur propre histoire et leurs propres besoins économiques et culturels, il est important que les décideurs politiques, les administrateurs et les représentants officiels à tous les niveaux aient conscience des retombées réelles de la politique de cohésion sur le terrain.

Dans ce numéro, *Panorama* présente les commentaires de cinq États membres et régions qui donnent leur point de vue sur l'impact de la politique de cohésion sur leur territoire et ses citoyens. Le Portugal et la Roumanie font le point sur leurs préparatifs pour la prochaine période de programmation 2014-2020, tandis que les länder de Bade-Wurtemberg et du Schleswig-Holstein décrivent les résultats de la période 2007-2013. L'Andalousie, de son côté, expose les retombées du soutien dont elle bénéficie depuis 25 ans dans le cadre de la politique régionale et les succès obtenus grâce à cette aide.

Panorama vous invite à envoyer vos commentaires, qui figureront peut-être dans un prochain numéro:
[▶regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu)

▶ PORTUGAL

▶ PERSPECTIVE NATIONALE SUR LA PROCHAINE PÉRIODE DE PROGRAMMATION ET LA STRATÉGIE EUROPE 2020

MISE EN LUMIÈRE DE PROJETS ET DU TRAVAIL RÉALISÉ DANS LE CADRE DU CSRF

Les défis relevés et les contraintes rencontrées par l'économie portugaise au cours des dix dernières années, ainsi que les résultats des évaluations opérationnelles et stratégiques de programmes majeurs des Fonds structurels, ont encouragé l'adoption d'une stratégie plus sélective concernant les objectifs de compétitivité et d'innovation dans le cadre communautaire 2007-2013.

Le programme opérationnel COMPETE est à la fois l'ancrage et le moteur d'un agenda opérationnel national sur les facteurs de compétitivité qui vise à promouvoir une économie fondée sur la connaissance et l'innovation, à renforcer les compétences sur les segments de marché à haute valeur ajoutée et technologiques, à accroître le niveau de la production et à consolider la hausse des exportations.

COMPETE encourage les liens entre science et marché et encourage la promotion et le développement de plusieurs initiatives:

- promotion de projets de R&D communs entre entreprises et organismes nationaux scientifiques et technologiques;
- création d'un noyau de R&D dans les entreprises favorisant la créativité et l'innovation;
- renforcement des capacités des PME et de leur modèle de développement, encouragement des entreprises à investir dans les facteurs intangibles de la compétitivité (innovation, qualité, ventes et marketing, internationalisation, design, propriété intellectuelle, technologies de l'information et de la communication, environnement et efficacité énergétique, etc.);
- mise en œuvre de projets d'investissement uniquement s'ils aboutissent à la production de nouveaux produits et services ou à l'adoption de nouveaux processus technologiques, de structures organisationnelles ou de marchés innovants.

À ce jour, 4 679 entreprises ont bénéficié d'une aide, dont 2,7 milliards d'euros au titre du FEDER et un montant de 6,2 milliards d'euros au titre des investissements éligibles. Plus de 1 500 projets de R&D ont bénéficié d'un financement, soit 528 millions d'euros en provenance du FEDER.

La stratégie Europe 2020 met l'accent sur les options stratégiques que le Portugal a adoptées dans le présent cadre stratégique des Fonds structurels de l'UE et l'agenda pour la compétitivité, renforçant la nécessité d'une concentration opérationnelle plus poussée afin d'accélérer le rétablissement de l'Europe au travers de la spécialisation intelligente, d'une compétitivité soutenue et de la croissance inclusive.

Les trois moteurs de la croissance (intelligente, durable et inclusive) et les sept initiatives phare jouent le rôle de catalyseur devant permettre de mobiliser les forces et potentialités interdépendantes des régions européennes. Au Portugal ces moteurs encouragent la poursuite d'une stratégie sélective et l'engagement collectif pour la reconstruction axée sur une croissance intelligente et durable.

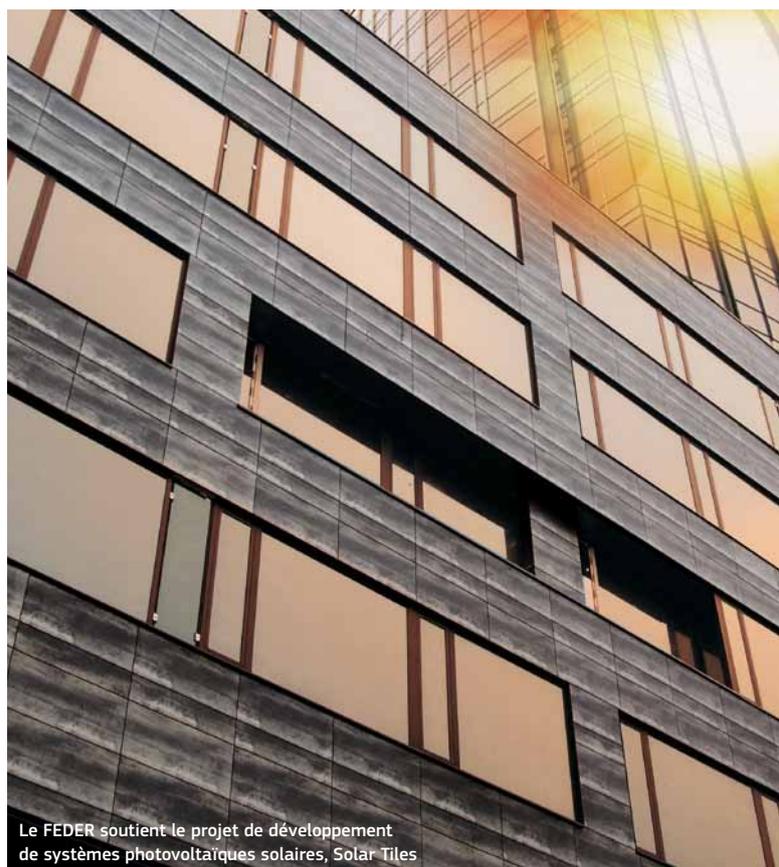
L'investissement dans les trois moteurs de la croissance aboutit à des projets réels amenant des résultats concrets.

Chaussettes intelligentes

La chaussette capable de mesurer vos données biométriques

Ce projet touche à la fois à la R&D, au développement d'un brevet et récemment, à la mise sur le marché. Cette chaussette, fabriquée avec des matériaux respectueux de l'environnement et grâce à des processus traditionnels, surveille les données physiologiques de son utilisateur. C'est un produit innovant, technologique et convivial, vendu à un prix compétitif.

FIORIMA, S. A. est une PME portugaise qui fabrique et commercialise des produits de qualité pour l'industrie textile et s'est spécialisée dans la fabrication de chaussettes depuis 1985.



Le FEDER soutient le projet de développement de systèmes photovoltaïques solaires, Solar Tiles

Pour faire face à un marché mondialisé, l'entreprise a investi lourdement dans le développement de produits intégrant des nouvelles technologies et notamment de nouveaux matériaux et des systèmes intelligents.

Ce projet, qui a donné lieu à une demande d'enregistrement d'un brevet international, consiste en un système de capteurs biométriques intégré dans une chaussette capable de mesurer et d'enregistrer des données et de fournir des informations à son utilisateur via un téléphone PDA équipé de n'importe quel système d'exploitation (OS, Android, Windows Phone). Les données biométriques en question sont la température, le rythme cardiaque, ou encore des données liées à la forme physique (distance parcourue, vitesse, calories brûlées, durée de l'exercice, etc.).

IntellWheels

Combiner intelligence artificielle et robotique pour une meilleure qualité de vie

IntellWheels est un projet innovant dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la robotique qui vise à offrir une plus grande autonomie et à améliorer la qualité de vie des citoyens à mobilité réduite grâce au développement d'une plateforme permettant à quiconque de transformer un fauteuil roulant en un fauteuil roulant intelligent bon marché ne requérant qu'un nombre réduit de modifications ergonomiques.

À ce jour, le projet a abouti à la fabrication de prototypes, qui ont été testés par l'association portugaise des paralysés cérébraux et l'école des technologies de la santé de Porto, à la publication de 20 articles dans des revues scientifiques et à des conférences internationales. À moyen terme, l'homologation du système permettra de transformer les fauteuils roulants intelligents en des produits commerciaux particulièrement adaptés pour les personnes âgées ou atteintes de troubles moteurs sévères.

SolarTiles

Développement de systèmes photovoltaïques solaires

Il s'agit d'un projet de R&D mené par la société Revigrés, qui a développé en laboratoire des prototypes fonctionnels de produits en céramique intégrant une technologie photovoltaïque et des revêtements pour bâtiments de grande efficacité (toits et façades) incorporant une fine couche photovoltaïque. Ces nouveaux produits multifonctionnels associent fonctionnalité, esthétique et production d'énergie.

Paula Ascenção

Directrice de la communication
Autorité de gestion COMPETE
Ministère de l'économie et de l'emploi

▶ ROUMANIE

▶ DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL POUR LA PÉRIODE 2014-2020: PRÉPARATIFS DE L'AUTORITÉ DE GESTION

PREMIÈRE ÉTAPE: UN CADRE DE PARTENARIAT FONCTIONNEL



Depuis juin 2012, plusieurs structures de partenariat nationales ont été créées afin de permettre des consultations permanentes entre les administrations nationales, régionales et locales, les partenaires économiques et sociaux et les acteurs de la société civile, en vue d'établir les objectifs stratégiques, priorités et domaines d'intervention des fonds de l'UE qui seront alloués à la Roumanie pour la période 2014-2020.

Ainsi, pour garantir la complémentarité des financements et impliquer les partenaires dans l'élaboration des documents de programmation, plusieurs comités ont été créés: le comité consultatif sur le développement régional, le comité consultatif thématique pour le tourisme, la culture et le patrimoine culturel et le comité consultatif sur la cohésion territoriale. L'action de ces trois comités est coordonnée conjointement par le ministère du développement régional et du tourisme, le ministère des affaires européennes et le ministère de la culture et du patrimoine national.

Impliquer les organismes régionaux et locaux dans le processus

Comment réunir les acteurs nationaux, régionaux et locaux autour d'une même table? L'autorité de gestion du programme régional opérationnel dépendant du ministère du développement régional et du tourisme a créé le comité

consultatif sur le développement régional, organisme réunissant des agences et des comités pour le développement régional, des administrations publiques et des ONG. Ensemble, les 45 membres de ce comité travaillent à l'élaboration des priorités du développement régional, des indicateurs de résultat, des moyens d'exécution et des prévisions en matière d'allocation de ressources pour chaque région.

Les leçons apprises: des besoins des régionaux à la stratégie Europe 2020

Les réunions de travail permanentes entre l'autorité de gestion et les agences de développement régionales portent sur la préparation des plans de développement régionaux pour la période 2014-2020. Plusieurs axes seront envisagés. Ils seront fonction des besoins identifiés au niveau régional, des priorités de développement de la Roumanie pour les dix prochaines années, des orientations stratégiques fixées au niveau de l'Union et de l'expérience engrangée sur la période 2007-2012 en matière de gestion de fonds:

- croissance intelligente: soutenir les secteurs générant de la valeur ajoutée économique, des produits et des processus innovants et la recherche et le développement pour moderniser et diversifier les économies régionales;

- croissance durable: mesures visant à atténuer l'impact du changement climatique, à promouvoir l'efficacité énergétique et le partage des sources d'énergie renouvelable; projets de coopération territoriale ayant un impact à l'échelon régional important; concentration sur le développement urbain durable et la coordination des politiques sectorielles dans le champ de la cohésion territoriale;
- éducation et inclusion sociale: un taux d'emploi plus élevé chez les femmes, les jeunes et les personnes de plus de 55 ans; formation professionnelle continue, réorientation et spécialisation; développement d'une culture de l'entrepreneuriat; réduction du débrayage scolaire; augmentation du nombre de diplômés des universités; développement de l'emploi dans les zones rurales.

Le rôle de l'administration est de rendre possible les synergies (complémentarité des mesures financées par des politiques différentes), de mettre en place un cadre de partenariat fonctionnel (en indiquant clairement les responsabilités et tâches de chacun des partenaires), d'assurer une communication proactive sur les conditions, les critères et les procédures de sélection des aides et d'exercer un contrôle effectif de la gestion des fonds.

Service de la communication

Ministère du développement régional et du tourisme

▶ ALLEMAGNE

▶ LE FEDER, MOTEUR DE LA CROISSANCE ET DE LA CRÉATION D'EMPLOIS AU SCHLESWIG-HOLSTEIN

La région du Schleswig-Holstein a reçu environ 374 millions d'euros pendant la période de programmation actuelle dans le cadre du Fonds européen de développement régional (FEDER).

Le gouvernement du land de Schleswig-Holstein utilise ces fonds pour promouvoir l'innovation et l'économie fondée sur la connaissance et pour renforcer la compétitivité des entreprises, entre autres interventions. Ces fonds ont également servi à financer des groupements appelés «clusters» et des réseaux, des projets de recherche et de formation continue, la qualification du personnel et le développement urbain durable. Ainsi, le FEDER contribue également à accroître les initiatives entrepreneuriales, à développer les capacités d'innovation régionales et à renforcer l'emploi à l'échelon local.

Le programme opérationnel pour le Schleswig-Holstein a été modifié sur la base d'une évaluation approfondie. Depuis avril 2012 et l'approbation par la Commission européenne de la demande de modification du programme opérationnel, le financement peut être adapté au plus près des besoins exprimés.

Fin 2011, 878 projets pour un coût total approximatif de 862,5 millions d'euros avaient été financés, grâce notamment à l'aide du FEDER (260,7 millions environ).

Ces investissements ont permis de créer 3 704 emplois et d'en préserver 31 777.



L'agrandissement de l'institut Fraunhofer pour les technologies du silicium (ISIT) à Itzehoe est l'un des projets ayant bénéficié du cofinancement du FEDER

L'institut Fraunhofer pour les technologies du silicium (ISIT) d'Itzehoe a, par exemple, bénéficié du cofinancement du FEDER. L'ISIT, acteur majeur de la zone d'innovation d'Itzehoe, un des centres les plus dynamiques de l'industrie de la micro-électronique en Allemagne, s'imposera comme un partenaire de recherche reconnu dans le futur qui sera capable de développer de nouvelles procédures en micro et nanotechnologie et de consolider sa réputation tant en Europe que dans le reste du monde. Les champs technologiques de l'électronique de puissance et des microsystèmes étudiés à l'ISIT d'Itzehoe connaissent actuellement une forte croissance.

Le financement total de l'ISIT est de 27,45 millions d'euros, dont 18,3 millions en provenance du FEDER. Ce projet, doté d'un financement total de 36,6 millions d'euros, va permettre la création de 1 000 mètres carrés de salles blanches ainsi que l'ajout de 1 000 mètres carrés de bureaux et de laboratoires de mesures. Cela permettra à l'ISIT de disposer d'une surface de travail suffisante à long terme et de poursuivre le développement de ses champs de recherche afin de demeurer un partenaire de recherche attractif pour l'industrie.

Depuis les propositions de règlements publiées en octobre 2011, le Schleswig-Holstein prépare de manière intensive la période de financement 2014-2020 des fonds structurels, même s'il reste encore de nombreuses incertitudes quant à leur contenu et l'aspect financier.

Le gouvernement du land de Schleswig-Holstein approuve le rapprochement de la future politique régionale de l'UE sur les objectifs de la stratégie «Europe 2020» et la concentration

des financements sur les principaux problèmes et défis du futur. Les propositions en question (80% des fonds du FEDER pour trois objectifs thématiques) sont toutefois envisagées avec inquiétude, car elles entraîneraient une restriction trop sévère pour d'importants domaines d'action régionaux.

Le gouvernement du land du Schleswig-Holstein prône dès lors, dans le cadre des négociations au niveau européen et national, en faveur de la poursuite du financement de certains potentiels endogènes comme le développement d'infrastructures touristiques durables dans les régions les plus développées. Maintenir et améliorer la compétitivité dans le tourisme peut contribuer considérablement à promouvoir une croissance intelligente, durable et inclusive.

Maintenant que l'analyse socio-économique et l'analyse des forces/faiblesses sont terminées, l'accent est mis sur le développement d'une orientation stratégique et d'un contenu «faits sur mesure» pour le programme FEDER 2014-2020. Ce processus se déroule avec la participation intensive des partenaires à l'échelon régional, des partenaires économiques et sociaux et des ONG.

Le Schleswig-Holstein attend beaucoup de la nouvelle période de financement.

Rüdiger Balduhn
*Ministère de l'économie,
 du travail et de la technologie
 du Schleswig-Holstein*

▶ ALLEMAGNE

▶ LE SUCCÈS ÉCONOMIQUE AU PROFIT DE L'ENVIRONNEMENT

Le programme régional «compétitivité et emploi» (partie FEDER) du land de Bade-Wurtemberg a obtenu des résultats économiques et financiers remarquables pour la période de programmation en cours.

La région a bénéficié d'une aide du FEDER d'un montant de 143,4 millions d'euros, a accueilli plus de 1,4 milliard d'euros d'investissements et a vu la création de 5 000 emplois environ. 31 millions d'euros ont été alloués à la recherche et à la technologie. Les mesures prises dans le cadre du FEDER ont en outre permis de réhabiliter environ 38 hectares d'anciennes zones industrielles, commerciales ou de circulation et d'éviter l'émission de plus de 440 000 tonnes de CO₂.

Soutenir la transformation structurelle

La mondialisation des marchés, les évolutions du monde du travail et des loisirs ainsi que l'importance croissante du facteur «connaissance» soulèvent de nouveaux défis pour l'économie. Le land de Bade-Wurtemberg encourage la transformation structurelle voulue par le FEDER avec deux projets très différents. Dans le quartier Jungbusch de la ville de Mannheim, qui a été particulièrement touché par la transformation structurelle, une redéfinition de la planification urbaine a déjà été lancée avec la construction d'une académie de musique pop pendant la période de programmation antérieure (2000-2006). L'existence de cet établissement, qui a conquis une renommée européenne en l'espace de quelques années, a été étendue à la période de

programmation en cours, ce qui a permis de proposer deux Masters, le premier en «Musique populaire» et le deuxième en «Industries créatives de la musique». Grâce au financement du cluster de l'industrie de la musique, l'indépendance des diplômés et l'intégration de l'académie dans les structures économiques ont été renforcées.

Pforzheim, ville «de l'or», centre de la joaillerie et de l'horlogerie allemande, peut s'enorgueillir d'une longue tradition dans le traitement de l'or. Un nouveau chapitre de la longue histoire de la joaillerie s'est écrit ici avec la construction et la mise en service d'un centre créatif. Ce centre a été établi dans les bâtiments d'un ancien établissement thermal du début du XX^e siècle de style art nouveau. Des jeunes entreprises ou des groupes de travail et de projet issus de divers secteurs créatifs peuvent y louer des bureaux ou simplement utiliser temporairement les espaces ou postes de travail.

Organiser la transformation démographique

La transformation démographique, le vieillissement d'une population en diminution et le manque de travailleurs jeunes et qualifiés sont également des défis pour le dynamisme de l'économie du land de Bade-Wurtemberg. C'est dans ce contexte que plusieurs scénarios ont été élaborés et mis en œuvre depuis 2008 dans le cadre d'un projet de modèle pour les projets phare de l'UE dans le domaine du développement communal innovant.

«Atelier du savoir de Gmünder», projet phare de l'UE (modèle)



Dans l'un de ces projets, des personnes handicapées qui étaient soignées dans des institutions ont pris pied sur le marché du travail. La «villa Artis» située à Heitersheim dans le Haut Rhin, abrite à la fois une académie d'art thérapeutique, où les talents artistiques spéciaux des personnes handicapées sont découverts et encouragés, et un café. C'est un lieu où les personnes avec et sans handicap travaillent ensemble.

Le projet phare de l'UE «atelier du savoir Gmünder» a une approche différente. Il offre aux écoliers, en particuliers ceux issus d'un environnement défavorisé du point de vue de l'éducation, l'occasion de se familiariser avec l'ingénierie et la technologie en dehors du cadre scolaire et sur un mode ludique et amusant. Le but est de faire découvrir au groupe cible des jeunes âgés de 8 à 18 ans des métiers techniques. Ces deux projets visent à révéler des potentiels insoupçonnés.

Impliquer les partenaires

Les projets mentionnés ont également été rendus possibles grâce à la coopération étroite entre les communes et autres partenaires. Le dialogue constant mené depuis le lancement de ces projets a permis de développer, modifier, affiner et ajuster les différents modèles.

Tirant parti de son expérience en matière d'implication de groupes économiques et sociaux dans des projets, le land du Bade-Wurtemberg a entamé un dialogue actif avec les partenaires des secteurs de l'économie, des sciences, des questions sociales et de l'environnement sur la planification de la nouvelle période de financement du programme opérationnel du FEDER. Le land a ainsi clarifié ses positions vis-à-vis du futur programme du FEDER à l'occasion de plus de 40 actions, forums, débats et présentations organisés à ce jour, qui lui ont permis de débattre avec des partenaires, de modifier ses positions ou encore de les condenser. Une des priorités de la prochaine période de programmation concerne le financement d'organismes d'enseignement supérieur dans les zones rurales. Le Bade-Wurtemberg souhaite ainsi s'affirmer comme une région très décentralisée sur le plan des structures scientifiques, de formation et de recherche.

Dr Georg Ris

*Autorité de gestion du FEDER,
ministère des affaires rurales et de la protection
du consommateur du Bade-Wurtemberg*

▶ ESPAGNE

▶ 25 ANNÉES DE SUCCÈS POUR LA POLITIQUE RÉGIONALE EUROPÉENNE EN ANDALOUSIE

Avant la prochaine période de programmation et le lancement des débats sur l'avenir de la politique de cohésion, l'Andalousie fait le point sur ses 25 années d'appartenance à l'UE. La région met en avant ses principales réalisations dans les domaines de la recherche et développement, des transports, de la santé et de l'énergie renouvelable, entre autres indicateurs, qui ont permis de rapprocher la région des autres économies de référence.

Depuis l'entrée de l'Espagne dans l'UE, l'Andalousie a reçu une aide de 80 milliards d'euros environ, dont 41 milliards au titre de la politique de cohésion. Grâce à cette aide, la région a connu une transformation profonde sur le plan économique et social qui lui a permis de réaliser des progrès importants sur la voie d'une convergence réelle et nominale avec les

autres régions. Entre 1986 et aujourd'hui, l'Andalousie est parvenue à une hausse de la convergence de 26 points par rapport la moyenne de l'UE. C'est ce que révèlent certains indicateurs tels que le PIB par tête, qui a été multiplié par cinq, atteignant 17 587 euros par habitant en 2011.

Une partie de l'argent investi a été consacrée à la recherche et au développement, dont le budget a été multiplié par 16. Cela signifie que la part du PIB allouée aux dépenses de R&D a été multipliée par 3,3, soit 12,6 fois de plus que l'augmentation moyenne de l'UE.

Les structures et les synergies du système d'innovation régional ont été renforcées, les activités de R&D ont augmenté et de nouveaux mécanismes de transfert technologique ont été créés. C'est la création d'un réseau d'infrastructures de

R&D qui a rendu cela possible. Ce réseau fournit des services de soutien aux PME engagées dans un processus d'innovation, encourage l'entrepreneuriat et la multiplication des sources de financement destinées à l'innovation. Des initiatives innovantes ont ainsi vu le jour, telle que la création d'un réseau technologique andalou, ou la subvention globale à l'innovation, la technologie et l'entreprise, conçue pour promouvoir l'innovation et le développement dans les entreprises andalouses. Il convient également de citer le programme JEREMIE, en faveur d'un soutien durable aux PME, et l'initiative JESSICA, pour le développement de projets urbains intégrés.

Dans le domaine des infrastructures de transport, l'Andalousie a vu son réseau d'autoroutes, de voies rapides et de routes s'étoffer, d'où une amélioration de la structure physique du territoire. Le point d'orgue des principaux projets achevés a été la mise en service de l'autoroute andalouse (A-92) et de la liaison ferroviaire à grande vitesse Séville-Madrid. Grâce aux investissements conséquents réalisés dans le secteur des transports, le nombre de kilomètres de route à grande capacité a augmenté. En 2010, il atteignait 30 km par km², soit 9,1 fois plus qu'en 1985, et le réseau des voies ferrées rapides atteignait 358,6 km.

En ce qui concerne l'accès aux nouvelles technologies, si le nombre d'entreprises andalouses disposant d'un réseau télématique était pratiquement nul en 1986, 95,5% d'entre elles disposaient en 2011 d'un accès à l'Internet haut débit.

Sur cette même période, la part de l'énergie provenant de sources renouvelables est devenue importante. En particulier, la part d'électricité produite à partir de sources renouvelables a plus que doublé entre 1989 (7,9%) et 2009 (19,6%). Cette augmentation de la production d'énergie à partir de sources renouvelables (en particulier l'énergie solaire, éolienne ou issue de la biomasse) est à l'origine d'un nouveau modèle énergétique, plus diversifié et compatible avec le développement économique de la région et la protection des écosystèmes naturels. Cette évolution a été favorisée par des programmes tels qu'Andalucía A+ pour le développement d'une énergie durable qui encouragent la culture de l'économie et l'utilisation intelligente de l'énergie chez les citoyens d'Andalousie.

Dans le domaine des exportations, les performances andalouses ont été multipliées par huit depuis 1988, soit deux fois plus que la moyenne de l'UE. Entre 1988 et 2011, la part du PIB andalou représentant les exportations a augmenté de 7,5%, soit 1,4 fois de plus que la moyenne de l'UE.

Le taux d'emploi des femmes permet également de mesurer le chemin parcouru par la région. Ce dernier a plus que doublé depuis 1986, une augmentation 1,6 fois supérieure à la moyenne de l'UE. Les politiques régionales de l'emploi encouragent l'inclusion des femmes dans la vie active au travers d'actions visant à promouvoir l'intégration sociale et l'entrée sur le marché du travail de groupes vulnérables, ainsi que l'équilibre entre vie de famille et vie professionnelle.



CATEC, Center for Advanced Aerospace Technologies

L'Andalousie a également réalisé des progrès dans le domaine de la politique sociale. Par exemple, en matière de santé, le nombre de centres de soins est passé de 344 à 1 597; dans le domaine de l'éducation, le pourcentage des personnes ayant suivi des études supérieures a augmenté de 14,2%, ce qui représente plus d'un million de personnes au cours des 25 dernières années.

Toutefois, toutes ces réalisations n'auraient pas été possibles sans la gestion efficace des fonds européens de la part du gouvernement andalou et la capacité de la région à absorber ces fonds. L'Andalousie se distingue par son modèle de gestion de l'aide européenne. Pour preuve, le fait que la région a décroché un financement supplémentaire de 1,229 milliards d'euros au titre des deux derniers cadres communautaires d'appui et que 11,7 milliards ont déjà été investis, soit 123,6% des dépenses éligibles allouées initialement.

La politique de cohésion a été et demeure un moteur essentiel de la croissance andalouse. Dans le cadre de la prochaine période de programmation, le gouvernement régional s'est donc fait l'avocat d'un régime de transition spécial sur le plan financier qui garantirait une sortie graduelle de l'objectif de convergence et un passage à l'objectif de compétitivité. Ce régime est nécessaire pour consolider les résultats obtenus, renforcer la structure économique et prévenir des situations dangereuses sur le plan financier et économique. La région continue par ailleurs de réclamer la prise en compte d'indicateurs autres que le PIB et la population dans la distribution de l'aide, tels que le chômage, ou encore les effets de la crise économique sur les régions.

Direction générale des fonds européens et de la planification

Ministère régional de l'économie, de l'innovation, des sciences et de l'emploi, Gouvernement d'Andalousie

▶ POLITIQUE RÉGIONALE EUROPÉENNE

UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR LES PAYS TIERS

La politique régionale de l'UE est considérée comme un exemple de bonne pratique par d'autres pays du monde car elle vise simultanément à promouvoir la croissance et à réduire les disparités géographiques.

La Commission européenne est de plus en plus souvent sollicitée par des partenaires internationaux de l'UE pour discuter des politiques visant à obtenir un développement territorial équilibré. Dans les pays connaissant une croissance rapide, tels que le Brésil, la Chine et la Russie, la volonté de distribuer de manière équitable les bénéfices de cette croissance se manifeste par un intérêt aigu pour la politique régionale et la gouvernance au plus haut niveau politique.

Dans le cadre du Partenariat oriental, la politique de cohésion joue un rôle clé dans les relations de l'UE avec six pays, à savoir l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. La Direction générale de la politique régionale et urbaine soutient la mise en œuvre du Partenariat oriental par le biais de dialogues portant sur la politique régionale et sa contribution aux Programmes pilotes de développement régional.

En réponse à cet intérêt, la Commission a conclu des protocoles d'accord de coopération en matière de politique régionale avec des pays limitrophes et des partenaires stratégiques de l'UE tels que la Chine, la Russie, le Brésil et l'Ukraine, qui doivent tous faire face à la montée des disparités régionales et relever des défis majeurs de gouvernance. Les protocoles d'accord constituent le cadre d'un programme de travail glissant, comprenant des réunions de haut niveau, l'organisation d'ateliers, de visites d'étude et une assistance technique. Parallèlement, des déclarations communes ont été signées avec la Moldavie et la Géorgie sous les auspices du Partenariat oriental. Une coopération ad hoc est également mise en place avec d'autres partenaires et groupements régionaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

En 2009, le Parlement européen a chargé la Commission de promouvoir dans le monde entier le modèle de développement de la politique régionale de l'UE, et fournit depuis des ressources pour des projets pilotes et des actions préparatoires. L'objectif est d'acquérir des connaissances et de l'expérience en matière de politique régionale grâce à un partenariat stratégique entre la Commission et des pays tiers. Cela passe par l'organisation d'événements, des actions d'information, des réseaux, des possibilités d'études, l'échange de pratiques multilatérales et l'encouragement du renforcement des capacités entre régions, villes et États.

Les principes clés de la politiques régionale de l'UE, tels que le partenariat, la gouvernance à plusieurs niveaux, la subsidiarité ou les approches stratégiques intégrées, font des politiques de développement un atout essentiel. Ils renforcent le pouvoir des acteurs locaux, améliorent l'efficacité des stratégies de croissance, renforcent la coopération entre le secteur privé et le secteur public et s'avèrent utiles pour mettre en œuvre des stratégies de développement aux quatre coins du globe.

Les partenaires externes de l'UE affichent un intérêt particulier pour l'expérience de l'UE sur les questions clés de la politique régionale, telles que la coopération transfrontalière, le développement durable en milieu urbain, la coopération urbain-rural et les stratégies d'innovation régionales.

Le dialogue avec les pays tiers est une occasion unique pour les régions et les villes de l'UE de s'impliquer dans des actions de coopération dans le monde entier et d'accumuler ainsi une expérience et des solutions d'envergure internationale face aux défis communs.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperate/international/index_en.cfm



Visite d'une délégation chinoise (CETREGIO) au pavillon néerlandais de l'exposition horticole internationale Floriade à Venlo (Pays-Bas)

CETREGIO

En 2010, la Direction générale de la politique régionale et urbaine a lancé CETREGIO, un programme de formation sino-européen sur la politique régionale destiné à fournir des références aux experts chinois chargés du développement régional dans leur pays. Il vise également à renforcer les liens entre les régions européennes et chinoises en vue d'une future coopération bilatérale. La formation consiste en des sessions d'information organisées dans au moins trois États membres de l'UE et prévoit des cours et des visites de sites. Des experts européens ont également visité des exemples de bonnes pratiques en Chine.

Depuis 2010, quelque 100 décideurs chinois issus de 33 régions ont partagé leurs expériences et visité des exemples de bonnes pratiques dans plus de 40 régions de 12 États membres. Les sessions d'information couvrent un large éventail de questions relatives au développement régional, depuis la gouvernance à plusieurs niveaux jusqu'à la cohésion territoriale en passant par les systèmes d'information statistique et le développement durable en milieu urbain. En 2011-2012, la mise en œuvre de CETREGIO a été confiée à la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

Développement durable en milieu urbain

En 2011, le programme URBELAC (programme pour le développement urbain des villes d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes), soutenu par la Commission européenne et la Banque interaméricaine de développement, a permis à huit villes d'Amérique latine et quatre villes d'Europe d'échanger des bonnes pratiques en matière de développement urbain sur des thèmes variés tels que l'environnement, la réhabilitation urbaine ou la sensibilisation à la mobilité. En 2012, cinq autres villes d'Amérique latine et cinq autres d'Europe ont intégré le programme. La Commission et le gouvernement japonais échangent des expériences en matière de compétitivité et de développement durable en milieu urbain, tandis que le dialogue entre l'UE et la Chine sur la politique régionale contribue au partenariat sino-européen en faveur d'une urbanisation durable.

La coopération avec le Brésil

Créée en février 2007, la politique de développement régionale brésilienne s'inspire largement de la politique de cohésion de l'UE. Le Brésil attache une grande importance à la réduction des inégalités entre les régions et à l'éradication de la pauvreté, facteurs déterminants de l'effort national de croissance et de développement. Le pays prépare actuellement la seconde phase de sa politique régionale. En 2007-2012, la coopération entre le Brésil et l'UE en matière de politique régionale a donné lieu à plusieurs initiatives importantes :

- l'organisation de plus de 20 conférences, séminaires et ateliers sur des thèmes tels que la gouvernance à plusieurs niveaux, la planification stratégique, l'innovation et le suivi à l'échelon régional, ainsi que des programmes de formation sur le développement des capacités destinés à plus de 150 responsables brésiliens;
- un programme d'échange de deux ans destiné à développer des projets de coopération entre 14 méso-régions brésiliennes et 14 régions de l'UE, six visites d'étude de représentants brésiliens en Europe;
- l'étude réalisée par l'OCDE avec le soutien de l'UE, «Examens territoriaux de l'OCDE: Brésil», qui doit permettre aux autorités brésiliennes d'acquiescer des connaissances en tirant parti d'expériences internationales réussies;
- des projets pilotes destinés à améliorer la coopération entre l'UE (Guyane française) et les États voisins du Para et de l'Amapa (Brésil).

Coût total:
4 200 000 EUR
Contribution de l'UE:
3 300 000 EUR

PROGRAMME «CENTRAL EUROPE»

► PROPRE, ÉCOLOGIQUE ET INTELLIGENT: LE PARI DU TROLLEYBUS

Le trolleybus ne génère pas de pollution atmosphérique, il est silencieux et économique. Toutefois, ce moyen de transport public (on compte quelque 40 000 unités en exploitation dans le monde) est sur le recul depuis quelques décennies. Avec le projet TROLLEY, techniciens et experts d'Europe centrale cherchent à débloquent tout le potentiel de ce véhicule fonctionnant à l'électricité.

Les premiers trolleybus ont fait leur apparition dans les rues de Berlin au XIX^e siècle. Comme les tramways, les trolleybus alimentent leurs moteurs électriques grâce à des lignes aériennes, ce qui en fait un véhicule propre, sûr et efficace pour le transport public. Le trolleybus ressemble toutefois davantage au bus classique. En effet, ses roues sont équipées de pneus en caoutchouc, ce qui le rend silencieux. Comme leur trajectoire n'est pas délimitée par des rails, ils peuvent manœuvrer autour d'objets situés sur la route.

Dans plusieurs villes d'Europe centrale, le transport public par trolleybus a toutefois atteint sa capacité limite. Le système doit également faire face à plusieurs défis techniques et environnementaux.

TROLLEY promeut le trolleybus comme un moyen de transport électrique adapté à toutes les villes. Cofinancé par l'UE au titre du programme Central Europe, le projet TROLLEY rassemble neuf partenaires européens dans le domaine du transport public électrique, issus de 6 États membres (Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie, Pologne, République tchèque).

Des études de faisabilité conjointes menées dans le cadre de ce projet visent, par exemple, à rendre le trolleybus plus efficace sur le plan de la consommation énergétique ou plus rapide dans les zones urbaines. Les partenaires ont également développé le premier bus hybride trolley-batterie

en Europe. Mis en service pour la première fois à Eberswalde (Allemagne) en août 2012, ce véhicule tire son énergie soit des caténaires (lignes aériennes), soit d'une batterie lithium-ion.

Renouveler son image

Le système de caténaires alimentant en électricité les trolleybus est dense et assez laid. Pour «renouveler» l'image de ce moyen de transport, TROLLEY s'est engagé dans une campagne de sensibilisation aux nombreux avantages de ce moyen de transport. Cela s'est traduit notamment par une campagne d'information intitulée «eBus: the smart way» et la création de la Journée européenne du trolleybus. Célébrée à l'occasion de la Semaine de la mobilité, la Journée européenne du trolleybus attire des milliers de visiteurs dans les villes partenaires du projet: Salzbourg, Brno, Eberswalde, Gdynia, Parme, Leipzig et Szeged. Les partenaires du projet ont également élaboré des guides sur les trolleybus, destinés surtout aux décideurs urbains qui souhaitent améliorer leur réseau ou en construire un.

Un des messages clés du projet est le caractère écologique du trolleybus. À Salzbourg, chef de file du projet, ces véhicules consomment de l'énergie hydroélectrique à émissions nulles. «Dans la mesure où le trafic est ici responsable de 40% des émissions de particules fines, il est d'autant plus important que les projets tels que TROLLEY, qui encouragent l'abandon des systèmes de transport publics fonctionnant aux énergies fossiles au profit de soutiens de mobilité électriques, s'inscrivent dans la durée», déclare Alexandra Weiss de la société Salzburg AG für Energie, Verkehr und Telekommunikation.

► POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.trolley-project.eu>

▶ SARDAIGNE, ITALIE

▶ UN RÉSEAU INTERNET EN FIBRE OPTIQUE POUR DES SERVICES À LA POINTE DU PROGRÈS

Le réseau à haut débit de la Sardaigne sera un atout majeur pour le développement socioéconomique de l'île. La généralisation du haut débit permettra non seulement d'interconnecter quelque 5 380 administrations (des mairies aux commissariats), mais aussi de faciliter l'accès des entreprises et des citoyens au commerce et aux services électroniques. Les câbles en fibre optique seront placés dans de nouvelles conduites de gaz naturel, ce qui permettra de réduire significativement les coûts d'installation.

En 2008, 12 zones industrielles et une soixantaine d'hôpitaux et de services de santé ont bénéficié de la mise en place du réseau de fibre optique. Un nouveau projet appelé BULGAS-FIBERSAR vise à étendre à toute l'île l'accès à l'Internet nouvelle génération. Le réseau atteindra également les zones où les opérateurs privés n'ont pas encore installé ce type de service, réduisant ainsi la «fracture numérique», dans la lignée de la stratégie numérique pour l'Europe, une Initiative phare d'Europe 2020.

Le projet réalise des économies d'échelle en tirant parti de la construction d'un réseau régional d'approvisionnement en gaz. Une fois les travaux achevés, ce réseau comptera plus de 3,4 millions de mètres de câbles supplémentaires. Il desservira plus d'un million de Sardes dans 240 villes et communes, ainsi que 400 000 bâtiments et 50 000 entreprises et institutions. Les travaux vont se dérouler en deux phases. La première phase inclut le déploiement de l'infrastructure de communication en parallèle avec la construction des conduites, puits et trappes de visite du réseau de gaz. La seconde phase comprend l'installation et le montage des câbles de fibre optique.

Fibre-to-the-Home (FTTH)

Le réseau ainsi créé permettra d'effectuer des téléchargements pouvant atteindre 100 mégabits/seconde. Le réseau a également été conçu pour offrir aux opérateurs de télécommunication un accès ouvert et flexible en vue d'éventuelles mises à niveau et extensions futures. Conformément à la législation de l'Union en matière d'aide étatique, l'infrastructure demeurera la propriété de la région autonome de



Coût total:
82 980 000 EUR
Contribution de l'UE:
41 490 000 EUR

Sardaigne, garantissant ainsi la «neutralité du réseau» qui bénéficiera à tous les citoyens et utilisateurs.

«L'amélioration de la communication et de la connectivité Internet découlant de ce projet offre à l'administration et aux entreprises des avantages et leur permet de réaliser des économies», déclare Piero Berritta, directeur général du département des affaires générales, service des infrastructures et des réseaux, de la région autonome de Sardaigne. M. Berritta cite au titre de ces avantages clés un meilleur accès à certains services comme la signature électronique, les documents numériques et la facturation électronique.

«Les économies dégagées par l'administration grâce au réseau libéreront des ressources qui pourront être réinvesties dans des projets de développement régional», ajoute-t-il. «Les entreprises de Sardaigne seront également plus compétitives sur les marchés internationaux grâce à de nouveaux produits, services et canaux de vente en ligne.» Le réseau pourrait également générer 8% d'économie pour le déploiement régional de formations et de services de santé en ligne.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.regione.sardegna.it/>

▶ INVESTIR DANS LES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES POUR QUE LE DANUBE CONTINUE DE SE MOUVOIR

Le Danube est une artère vitale du transport pan-européen. Quelque 45 millions de tonnes de marchandise ont transité par ce fleuve en 2011. Un projet de l'UE vise à assurer le perfectionnement et la formation continue des personnes chargées de contrôler les navires empruntant le fleuve, afin de garantir au secteur un avenir brillant.

La région du Danube compte 115 millions d'habitants. Long de 2850 km, le fleuve s'étend de la Forêt noire en Allemagne à la mer Noire et traverse 10 pays européens. Le développement du transport fluvial, et notamment de l'infrastructure intermodale permettant de transborder des conteneurs entre navires, camions et trains, dépendra de la coopération entre les régions des pays concernés. Il s'agit de l'un des objectifs de la Politique de cohésion de l'UE, mis en œuvre au travers de programmes tels que le programme de coopération transnationale pour l'Europe du Sud-Est. Le manque de personnel de navigation qualifié constitue l'un des défis que doivent relever les transporteurs de marchandises. Cette carence s'explique par l'offre limitée de programmes d'éducation et de formation dans les pays traversés par le Danube. Employé à bord des navires, dans les ports ou les sites logistiques, le personnel de navigation a pour mission de garantir la sécurité et la fluidité du trafic sur les voies navigables.

Les futurs capitaines du Danube

En réponse à ce défi, l'UE a créé le projet NELI, un réseau de coopération éducative dans le domaine logistique et nautique, spécialisé dans le transport fluvial sur le Danube au moyen de solutions novatrices. Il réunit 15 partenaires actifs dans le secteur du transport fluvial, issus de huit pays: l'Autriche, la Bulgarie, la Croatie, la Hongrie, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie et l'Ukraine.

Le nouveau réseau de coopération facilite l'échange d'informations et les activités communes entre les pays concernés. Selon Vasile Pipirigeanu, gestionnaire de projet: «Le réseau offre également aux parties prenantes de tous les pays riverains du Danube des services et des instruments adaptés pour remédier aux déficits dans le domaine des TI, encourager et



Coût total:
2 170 000 EUR
Contribution de l'UE:
1 620 000 EUR

améliorer la navigation intérieure et préparer le terrain pour de nouvelles activités communes et transnationales.»

Chacun des huit pays partenaires participant au projet a élaboré un plan d'action national. Ces plans ont été intégrés dans un plan d'action transnational pour le Danube, axé sur des actions conjointes qui visent à créer des normes et des concepts communs pour la formation de personnel qualifié en matière de navigation, de transport et de logistique sur le Danube. Les actions envisagent des procédures communes de recrutement et de formation du personnel nautique, l'harmonisation des formations et des certifications et l'élaboration de supports d'enseignement modernes. Le plan transnational s'inscrit dans la stratégie de l'Union européenne pour la région du Danube 2010, dont le plan d'action évoque la nécessité d'investir en matière d'éducation et d'emploi dans le secteur de la navigation sur le Danube.

Le projet a généré d'autres résultats importants, notamment la mise en place de quatre centres d'information et de formation sur le transport fluvial (Autriche, Croatie, Hongrie et Roumanie) et l'élaboration de supports d'enseignement et de formation sur le transport fluvial, destinés à des cours présentiels et en ligne dans la région du Danube.

▶ **POUR EN SAVOIR PLUS**
<http://www.neliproject.eu>
<http://www.danube-region.eu>

▶ NORTH WEST ENGLAND, ROYAUME-UNI

▶ CRÉER ET SAUVEGARDER LES EMPLOIS DE LA RÉGION



Coût total:
12 310 000 EUR
Contribution de l'UE:
6 160 000 EUR

Plus de 4660 sociétés ont été créées au titre d'un projet de soutien à la création d'entreprise d'une durée de trois années dans la région du Nord-Ouest de l'Angleterre. Le projet «Business Start Ups Phase 2» (BSUPII) visait les communautés défavorisées et les groupes sous-représentés dans le monde de l'entreprise. Il a apporté une aide à des milliers de personnes souhaitant étendre leur activité ou se lancer comme travailleurs indépendants.

La région North West England compte sept millions d'habitants répartis sur trois comtés (Cheshire, Cumbria et Lancashire) ainsi que deux comtés métropolitains (Greater Manchester et Merseyside). Le Greater Manchester représente à lui seul la deuxième économie du Royaume-Uni, avec quelque 90 000 entreprises et 1,2 million d'employés. La crise financière de ces dernières années a cependant touché la région, débouchant sur un taux de chômage élevé.

Le projet BSUPII s'est inspiré d'un projet pilote antérieur de soutien à la création d'entreprise dans la région, et notamment de l'expérience acquise en matière d'élaboration et de prestation de services d'aide aux entreprises. Cofinancé par l'UE et géré par l'autorité de développement régionale (Northwest Regional Development Authority, NWDA), le projet réunissait 14 autorités locales partenaires sur toute la

région du Nord-Ouest, ainsi que 27 petites organisations spécialisées dans le soutien aux entreprises. Le projet visait principalement à soutenir la création d'entreprises et à consolider les entreprises en place, notamment dans les zones urbaines où le chômage est élevé ou dans les zones où la densité d'entreprises est moindre. Il visait également à aider les résidents des zones défavorisées à trouver un emploi, souvent dans des quartiers voisins.

Une aide spécialisée

Les partenaires impliqués dans ce projet ont proposé des services spécialisés et complets ainsi qu'une assistance aux personnes désireuses de créer leur propre entreprise, dont l'entreprise avait moins de 36 mois ou souhaitant se mettre à leur compte. Les services offerts allaient de la gestion des questionnaires au diagnostic d'entreprise. Les experts engagés dans le projet ont également assuré des formations directes individuelles ou en groupe ainsi qu'un soutien continu aux entreprises jusqu'à trois ans après le démarrage de l'entreprise. À l'achèvement du projet en avril 2012, quelque 2 640 personnes avaient ainsi bénéficié d'un soutien à la création d'entreprise et 7 000 emplois avaient vu le jour. Craig Dures de Grime 2 Shine (Liverpool), loue l'aide qu'il a reçue de Blue Orchid Management Consultants, un des partenaires du projet: «Créer son entreprise, c'est difficile, mais j'ai reçu des conseils sur tous les points clés. La possibilité de pouvoir faire appel à un conseiller à tout moment m'a permis de réduire le stress lié à la création de mon entreprise.»

Geoff Ashton, de Four Seasons Garden Services (Wigan), a bénéficié de conseils dans des «domaines vitaux tels que les projections budgétaires, les questions bancaires, les prêts et les aides financières». Peter Bennett, concepteur de sites web et imprimeur situé à Rochdale se déclare satisfait de l'aide qu'il a reçue en matière de comptabilité à l'occasion d'un forum réservé aux créateurs d'entreprises.

Bien qu'ayant pris fin, le projet BSUPII reste considéré comme un bon modèle de soutien aux créateurs d'entreprise. L'assistance fournie par ce projet perdure sous une forme similaire grâce à l'aide directe du gouvernement et de la Commission européenne.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.theblueorchid.co.uk>

▶ ÉVALUATION DU FONDS DE COHÉSION

SI L'ANALYSE MET EN LUMIÈRE LES SUCCÈS DANS LES DOMAINES DU TRANSPORT ET DE L'ENVIRONNEMENT, ELLE RÉVÈLE AUSSI LA NÉCESSITÉ D'ACCORDER UNE PLUS GRANDE ATTENTION AUX EFFETS DE RÉSEAU

Le Fonds de cohésion soutient en priorité les grands projets d'infrastructures qui font partie de programmes nationaux de développement en faveur des transports et de l'environnement. L'évaluation de l'efficacité des projets financés par le Fonds de cohésion soulève plusieurs difficultés. Notamment, les projets s'achèvent souvent plusieurs années après la période de financement initiale.

Une série d'évaluations interconnectées ont été réalisées par des consultants indépendants sur les actions menées pendant la période 2000-2006 et cofinancées par le Fonds de cohésion et l'ancien instrument structurel de pré-adhésion (ISPA).

Le rapport couvre 16 pays: Bulgarie, Chypre, Espagne (financée depuis 2000), Estonie, Grèce, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Malte (financée depuis 2004), Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie (financée par l'ISPA de 2000 à 2004 puis par le Fonds de cohésion). Ce rapport porte en particulier sur les besoins d'investissements dans les infrastructures liées au transport et à l'environnement, sur l'allocation des ressources en fonction du type de projet et sur le rythme d'exécution des projets dans les pays bénéficiaires des aides. Il évalue les réalisations obtenues grâce aux investissements et tente de mesurer les coûts unitaires et les résultats des projets au moyen d'une analyse coût/bénéfice. Le rapport étudie également la gestion et la mise en œuvre des projets ainsi que d'autres questions soulevées par l'évaluation concernant la politique à long terme.



INAUGURATION SIMULTANÉE DE LA LIGNE DE MÉTRO DE L'AÉROPORT DE LISBONNE ET DE L'EXPOSITION «LE FONDS DE COHÉSION AU PORTUGAL»

Entre 1993 et 2006, le Fonds de cohésion a approuvé le cofinancement de projets pour un montant de 6 milliards d'euros au Portugal dans les secteurs de l'environnement (272) et des transports (80). Les derniers grands projets ont été achevés en 2011 et 2012, avec notamment la ligne de métro de l'aéroport de Lisbonne. Pour mettre en valeur ces réalisations, une exposition intitulée «Le Fonds de cohésion au Portugal» a ouvert ses portes en juillet parallèlement à l'inauguration de la nouvelle ligne de métro de l'aéroport. L'exposition, qui doit durer six mois, met en avant les résultats et l'impact du Fonds de cohésion depuis 1993 (périodes de programmation I et II) et compte avec la participation de nombreux bénéficiaires de l'aide européenne, notamment le groupe Águas de Portugal, REFER, EDIA, Lipor, Brisa, Amarsul, Estradas de Portugal, Lusoponte, Águas de Douro e Paiva, Simtejo, Simarsul, Águas do Mondego, Autonomous Regions, entre autres.

Réalisations

Dans le secteur du transport, le Fonds de cohésion et l'ISPA ont cofinancé la construction de 1 274 km de routes et 950 km de voies ferrées et la reconstruction de 3 000 km de route et 3 800 km de voies ferrées. Les projets consacrés à l'environnement, complétés par des opérations cofinancées par le Fonds européen de développement régional, ont permis d'améliorer la qualité de l'eau de 20 millions d'habitants et d'en raccorder 23,5 millions aux systèmes de traitement des eaux usées. Si les projets cofinancés ont atteint leurs objectifs d'amélioration du réseau de transport et des infrastructures environnementales, il est difficile d'évaluer leur incidence sur le développement économique et la cohésion dans les pays concernés. En effet, les impacts n'ont pas été définis dans le détail et il est trop tôt pour qu'ils se manifestent. Les États membres n'étaient pas tenus de rendre des comptes sur les coûts unitaires des projets cofinancés au cours de cette période. L'évaluation a néanmoins collecté ces informations afin d'établir une base de données centrale qui permettra une comparaison des coûts unitaires entre projets similaires de pays différents.

Les bénéfices nets des projets

L'analyse *ex post* coûts/bénéfices (CBA) a révélé que sur 9 des 10 projets évalués dans le domaine des transports, les bénéfices (notamment la réduction des temps de trajet, la baisse des coûts de fonctionnement des véhicules et l'amélioration de la sécurité) dépassaient les coûts, dans la plupart des cas de manière significative. En revanche, dans seulement 2 des 10 projets liés à l'environnement, l'examen a révélé que les bénéfices l'emportaient sur les coûts. Contrairement aux 2 projets en question, les 8 autres projets ont été entrepris dans l'objectif principal d'une mise en conformité avec les directives de l'UE plutôt que pour leur valeur intrinsèque.

Une mise en œuvre lente

Le Fonds de cohésion et l'ISPA ont mis à disposition un total de 36,2 milliards d'euros sur la période 2000-2006. Les fonds ont été partagés à parts à peu près égales entre les infrastructures de transport et celles liées à l'environnement, tandis qu'une toute petite partie était réservée à l'assistance technique. Il ressort des données collectées que le rythme d'exécution des projets financés a été relativement lent. Fin 2009, les paiements réalisés en direction des 15 pays relevant de l'objectif de cohésion de l'UE s'élevaient à 77 % du total des fonds disponibles, et seulement 70 % pour l'UE12. Les causes de cette lenteur sont diverses: dans de nombreux pays, retard accumulé dans la phase initiale d'élaboration du projet (obtention des permis de construire, nécessité d'acquiescer des terrains constructibles, procédures de passation de marché) et lors de l'exécution même des travaux.

L'analyse coûts/bénéfices

L'évaluation met en lumière un certain nombre de domaines à améliorer pour augmenter l'efficacité des investissements cofinancés par le Fonds de cohésion et réduire les retards. Afin de tirer le meilleur parti de la CBA dans le futur, les autorités devront constamment améliorer leur capacité à utiliser cet outil avec le soutien permanent d'experts externes qui devront, comme le fait actuellement JASPERS, fournir une assistance technique, notamment lorsque ces autorités n'ont pas l'habitude d'exécuter de grands projets. Les projets doivent être considérés comme un élément d'un système ou d'un réseau plutôt que comme une entité isolée, ce que les directives de la CBA recommandent d'ailleurs pour la présente période.

Malgré les améliorations enregistrées depuis 2000, la gestion de l'aide du Fonds de cohésion peut encore être améliorée sur plusieurs points, notamment en ce qui concerne le processus de prise de décision et la sélection des projets, qui ne sont pas entièrement objectifs et transparents dans de nombreux pays.

Certains pays doivent encore réaliser des progrès sur le plan de la planification stratégique à long terme, surtout en ce qui concerne l'investissement environnemental. Les procédures

PERSPECTIVES SUR LE FONDS DE COHÉSION 2014-2020

Le Fonds de cohésion a un rôle prépondérant à jouer dans la réduction des disparités au sein de l'UE grâce à l'aide qu'il apporte aux États membres les moins développés qui s'efforcent d'intégrer le marché unique européen. En ce qui concerne la période 2014-2020, le champ d'intervention du Fonds de cohésion sera très similaire à celui de la période actuelle. Il soutiendra ainsi:

- les investissements de mise en conformité avec les normes environnementales;
- les projets en lien avec l'énergie présentant un avantage manifeste pour l'environnement, par exemple les actions de promotion de l'efficacité énergétique ou en faveur de l'utilisation des énergies renouvelables;
- les investissements dans les réseaux transeuropéens de transport ainsi que dans les systèmes de transport urbains et à faibles émissions de carbone.

Pour la première fois, le Fonds de cohésion apportera un soutien financier à «Connecting Europe Facility» (mécanisme pour l'interconnexion en Europe) en vue d'un système européen de transport compétitif et durable. Les États membres dont le revenu national brut est inférieur à 90 % de la moyenne de l'UE sont éligibles à l'aide du Fonds de cohésion. La plupart de ces pays ont rejoint l'UE en 2004 ou 2007. Une aide transitoire sera mise à la disposition des pays qui étaient éligibles pendant la période 2007-2013, mais qui ne le sont plus du fait de l'augmentation de leurs revenus.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/what/future/index_fr.cfm

d'obtention de permis de construire et le processus d'acquisition de terrains doivent être accélérés dans certains pays par le biais d'interventions législatives et réglementaires. Les procédures de passation de marché doivent également être améliorées pour réduire la fréquence des appels d'offres et donner sa juste place à la qualité et à l'expertise par rapport au prix dans l'attribution des contrats.

L'évaluation conclut que la réalisation d'évaluations *ex post*, étape normale du processus d'évaluation de projets, doit intervenir suffisamment longtemps après l'achèvement du projet pour que les effets relatifs aux objectifs finaux aient eu le temps de se produire.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/information/evaluations/index_fr.cfm



«Journée européenne de la coopération»
Théâtre de marionnettes à Valence, Espagne



▶ LES PIONNIERS DE LA COOPÉRATION

PLUS DE 280 ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS POUR CÉLÉBRER LA JOURNÉE DE LA COOPÉRATION EUROPÉENNE!

La semaine du 21 septembre 2012 a marqué un pas important pour la communication dans le domaine de la coopération territoriale européenne avec la célébration de la première Journée de la coopération européenne et l'organisation de plus de 280 événements dans 35 pays d'Europe.

Les acteurs du programme opérationnel INTERACT, qui fournit des conseils et des formations dans le cadre des programmes de Coopération territoriale européenne (CTE), étaient conscients de s'aventurer en terre inconnue lorsqu'ils ont lancé une activité de communication commune aux 93 programmes de CTE en mai 2011. Le dénominateur commun résidait dans les 20 années d'expérience de la coopération transnationale, depuis l'époque de la «modeste» initiative communautaire INTERREG jusqu'à aujourd'hui, la coopération étant devenue le troisième objectif de la Politique de cohésion de l'UE. Mais comment mettre en évidence les résultats des 30000 projets menés sur cette période qui ont souvent amélioré la qualité de vie des Européens de manière significative dans des domaines tels que la santé, le transport, l'emploi et l'énergie?

Le format choisi a parfaitement fonctionné. Il s'agissait de célébrer tous ensemble la Journée européenne de la coopération en organisant non pas par une réunion massive à Bruxelles, mais différentes manifestations sur tous les sites en Europe qui profitent de l'impact positif de la coopération. Sous la devise «Partager les frontières pour mieux se rapprocher», plus de 280 événements ont été organisés par les programmes et projets de CTE dans 35 pays européens pendant la semaine du 21 septembre 2012. Autre grande première: le groupe cible de l'événement. Les programmes participant ont en effet choisi de s'adresser aux «citoyens ordinaires», ceux-là même qui ne savent généralement pas grand chose des programmes et projets de l'UE. Les participants étaient libres de choisir le type d'action qu'ils souhaitaient organiser. INTERACT, à l'origine de l'événement, a coordonné la campagne globale, depuis l'élaboration de l'identité visuelle jusqu'à la création d'un site web dédié relayant les événements et présentant, entre autres, des exemples concrets de coopération transnationale.

Les programmes participant ont fait preuve d'un très grand enthousiasme et d'une belle créativité. Au programme de cette semaine figuraient une course transnationale entre un cheval lituanien, un tracteur biélorusse, une ambulance



Le Commissaire européen en charge de la politique régionale, Johannes Hahn, accompagné des députées européennes Marie-Thérèse Sanchez-Schmid et Riika Maner lors du coup d'envoi de la Journée de la coopération européenne à Bruxelles.



Plus de 1 000 personnes venues de Serbie et de Roumanie ont participé aux célébrations de la Journée européenne de la coopération à Timisoara, en Roumanie.

« Le développement de la coopération transnationale est très important en temps de crise. C'est pourquoi je me réjouis de cette campagne qui célèbre les efforts de coopération entre les régions d'Europe. »

Marie-Thérèse Sanchez-Schmid, députée européenne, membre du comité REGI

lettone, une Volga russe et une Fiat polonaise, un marathon à la nage entre l'Albanie et la Grèce, du théâtre et des ateliers pour les enfants à Valence (Espagne), un concert dans une grotte à la frontière entre la Slovaquie et la Hongrie, une randonnée à vélo entre l'Italie et la Suisse, des conférences en ligne entre des écoles du Pays de Galle et d'Irlande, des concours d'arts de la rue et de photographie et bien d'autres événements encore!

Les commentaires des parties prenantes mettent en évidence un engagement qui dépasse largement les attentes pour cette initiative pilote. Outre l'abondance de programmes et de projets de CET, la campagne a aussi bénéficié de la collaboration directe de la Commission européenne par le biais de la DG Politique régionale et urbaine, d'EuropeAid et du Service européen pour l'action extérieure et a reçu le soutien du Parlement européen et du Comité des régions. Certains événements ont même été mentionnés dans la brochure des manifestations locales de la Semaine européenne des régions et des villes de cette année, la coopération territoriale étant en effet l'un des thèmes principaux de l'édition 2012.

Un autre facteur essentiel de réussite de la campagne a été le travail des médias. INTERACT a réalisé un film promotionnel

qui a été traduit en 8 langues et diffusé sur plusieurs chaînes de télévision régionales et nationales en Europe. Les participants ont également su tirer parti des médias sociaux, rendant ainsi la campagne interactive et créant un effet viral. Des milliers de personnes ont ainsi été informées via Facebook, Twitter et YouTube. Nombre d'entre elles n'avaient jamais entendu parler de la Coopération européenne territoriale auparavant.

La Direction générale de la politique régionale et urbaine estime que le bilan de cette première Journée de la coopération européenne est très positif et que les efforts communs déployés ont payé. Les préparatifs pour l'année prochaine ont déjà commencé, bien que le format et la date de l'édition à venir doivent encore être précisés. Une chose est certaine: la coopération est la voie de l'avenir.

► POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.ecday.eu>

► SUIVEZ-NOUS SUR

<http://www.facebook.com/cooperationday>

<http://www.twitter.com/cooperationday>

<http://www.youtube.com/cooperationday>



AGENDA

31 JANVIER 2013

_Bruxelles (BE)

Cérémonie de remise
des prix RegioStars 2013

31 JANVIER 2013

_Bruxelles (BE)

Événement PEACE

24-25 AVRIL 2013

_Varsovie (PL)

Conférence RURBAN

7-10 OCTOBRE 2013

_Bruxelles (BE)

Édition 2013 des Journées
annuelles portes ouvertes

Pour en savoir plus sur ces événements, consulter
la section Agenda du site web Inforegio:

[http://ec.europa.eu/regional_policy/
conferences/agenda/index_fr.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/agenda/index_fr.cfm)

FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX

Nous aimerions que vous nous parliez
des réalisations de la politique de cohésion
dans votre région, notamment des résultats
et avantages concrets qui en découlent pour les
citoyens, et savoir ce que vous pensez des préparatifs
pour la prochaine période de programmation.

Les contributions sélectionnées seront présentées
dans le prochain numéro du magazine Panorama.

Veuillez nous faire part de vos commentaires
(maximum 1 500 caractères sans compter
les espaces) à l'adresse suivante:

regio-panorama@ec.europa.eu

ISSN 1608-3903

© Union européenne, 2012

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



Office des publications

Commission européenne, Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Anna-Paula Laissy
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
E-mail: regio-panorama@ec.europa.eu
Internet: http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm